

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Péripiétés d'une guerre civile (*Boris Souvarine*).
— Les problèmes de la Révolution allemande (*G. Zinoviev*). — Notes d'Allemagne (*R. Albert*).
— Le Mois en Russie (*Pierre Pascal*). — 9 Novembre 1918-9 Novembre 1923 (*R. Magyar*). —

Le rôle d'une gauche dans un Parti socialiste (*J. Duret*). — L'Amour dans la société nouvelle (*Alexandra Kollontai*). — Pendant le Séisme au Japon (*Moussine Sen Katayama*). — Bibliothèque communiste.

Péripiétés d'une Guerre Civile

QUELQUES-UNS de nos camarades ont été troublés par les plus récents événements d'Allemagne. Ils pensaient — comme le Parti communiste allemand lui-même, d'ailleurs — que l'heure de la lutte finale sonnerait pour le prolétariat avec l'entrée de la Reichswehr en Saxe, et ils ont appris le renversement du gouvernement ouvrier saxon sans le moindre combat armé. Ils ont vu se produire à Munich un coup d'état, puis l'arrestation des factieux, enfin le retour du kronprinz, sans que la masse ouvrière sortit de son apparente inertie. Et ils se demandent si l'occasion de tenter la révolution a été manquée.

Une telle déception est parfaitement explicable, mais les causes qui l'ont provoquée ne le sont pas moins. L'idée que les ouvriers français se font d'une révolution sociale est trop simple, et les conditions réelles où s'élaborent les éléments de la révolution sont très complexes. Pour apprécier sainement la situation, il faut avoir toujours présent à l'esprit le rapport des forces en jeu et considérer de sang-froid les conditions pratiques de la lutte.

Deux faits nouveaux essentiels ont modifié sensiblement les données du problème révolutionnaire, dans les dernières semaines : le renforcement considérable des contingents armés de la réaction, et la division des forces de la révolution. La Reichswehr est maintenant à l'effectif de 300.000 hommes (au lieu des 100.000 autorisés par le traité de Versailles) et l'ensemble des troupes dont dispose la bourgeoisie est de 600.000 soldats bien armés, encadrés et commandés — sans compter l'appoint d'organisations fascistes et réactionnaires diverses. Le front unique du prolétariat

a été brisé le 21 octobre, par la défection des social-démocrates de gauche, qui votèrent contre la proposition de grève générale soumise par Brandler à l'assemblée ouvrière de Chemnitz.

Le Parti communiste était prêt, lui, et décidé à la grève générale avec toutes ses conséquences. Mais la réunion de Chemnitz, où étaient représentés les conseils d'usines, les centuries ouvrières, les commissions de contrôle et les partis ouvriers saxons se divisa en deux courants égaux et opposés, rendant toute décision inapplicable. La question s'est posée alors dans les termes suivants : le Parti communiste devait-il faire une action séparée, mener un mouvement armé avec ses seules forces contre la puissante armée de la réaction ?

La Centrale du parti allemand, pourtant résolue à l'action décisive, mise en présence du vote de Chemnitz, décida une retraite et se borna à proclamer une grève de protestation de trois jours, estimant qu'une grève générale insurrectionnelle ne pourrait aboutir qu'à un massacre. Elle a bien fait. Contre les 600.000 hommes de la réaction, il faut soulever des millions de prolétaires, faute de quoi la défaite est certaine. L'occasion manquée en Saxe fut une occasion de renouveler la faute de Spartacus. Nous approuvons la Centrale d'avoir eu le courage de décider un recul, plutôt que de lancer le parti à un héroïque désastre.

Pour que la révolution soit possible, il faut non seulement que le Parti communiste soit prêt, mais encore que la majorité du prolétariat soit en mouvement. Or, une grande partie des ouvriers social-démocrates, écœurée des crimes de la bande qui les représente au Reichstag, croyait encore que la « gauche »

de leur parti serait fidèle au socialisme, à la lutte de classes, à la révolution : et cette « gauche », à l'heure de l'action, s'est révélée aussi veule que la droite est cynique, jetant le désarroi dans une fraction importante de la classe ouvrière. L'épreuve saxonne est une disqualification définitive des chefs social-démocrates de toutes nuances. Mais le désarroi qu'elle a jeté dans les rangs de la social-démocratie ouvrière impose un répit nécessaire à la reconstitution du front unique.

Il est compréhensible que les éléments les plus impatients de combattre aient été déçus et mécontents du piétinement sur place décidé par la direction responsable du parti. Leur sentiment s'est exprimé au Conseil national convoqué pour délibérer des derniers événements et de la tactique de la Centrale. Des délégués de Berlin, de Hambourg et Kiel, de Silésie et de la Ruhr, ont critiqué la prudence de la Centrale, estimant que celle-ci avait laissé passer l'heure de l'attaque. Mais la majorité a donné raison à la Centrale et nous nous en félicitons, tant pour la révolution allemande que pour le mouvement révolutionnaire mondial.

L'opposition du parti allemand est, certes, animée d'une ardente volonté de combat, d'un esprit révolutionnaire incontestable — mais elle a le tort de croire refléter la mentalité de la masse, alors qu'elle n'en représente que la pointe d'avant-garde. La vérité, qu'il faut dire brutalement, c'est que si la majorité des travailleurs allemands s'écarte avec dégoût de la social-démocratie, si une notable fraction se groupe autour du drapeau communiste, la plus grande partie hésite encore à entrer dans la lutte finale. Et la raison principale en est que le prolétariat, si durement traité par la république menteuse de novembre comme par le régime kaiserien, si abominablement trompé par ses conseillers et guides habituels, si profondément divisé par les trahisons des dirigeants social-démocrates et syndicaux, *n'a pas confiance en soi.*

Le dernier reniement des social-démocrates de gauche achève de dissiper les illusions qui renaissent encore des ouvriers combattifs dans le vieux parti. La désagrégation de celui-ci se précipite. Sur les 1.800.000 membres dont il se flattait, il y a moins d'un an, lors de la fusion avec les Indépendants, il ne lui en reste plus qu'environ 500.000. Les syndicats géants au mains de la bureaucratie social-démocrate s'écroulent : les ouvriers les désertent par centaines de mille. Sur leurs 9.000.000 de membres, la moitié déjà est partie, et les communistes ont gagné la moitié de ceux qui restent. La catastrophe social-démocrate, qui frappe cruellement toute la II^e Internationale, est un élément essentiel de la révolution : elle

laisse le Parti communiste seul guide possible pour les masses révoltées.

La bataille suprême est différée, non perdue. Le Parti communiste a gardé ses forces intactes, qui grandissent chaque jour. La social-démocratie s'est discréditée une fois de plus. La réaction est en proie à des luttes intérieures. Cependant que la famine accule impitoyablement les masses à la révolution ou à la mort. Les perspectives révolutionnaires sont toujours devant nous, bien que moins proches.

La seule question qui se pose actuellement est celle de savoir si le grand prolétariat allemand suivra l'exemple du petit prolétariat autrichien, s'il se laissera vaincre sans combattre, absorbé exclusivement par la recherche d'un morceau de pain, ou s'il se dressera dans sa dignité de classe, la conscience de sa force, la foi dans ses destins. Pour nous, communistes internationaux, poser la question, c'est y répondre. Nous avons confiance dans nos frères d'Allemagne, dans leur courage, dans leur avenir.

Et notre confiance n'est pas mystique, mais raisonnée. Nous savons que le prolétariat allemand a besoin de se délivrer des habitudes et des préjugés qu'il tient de l'éducation d'Etat et de l'influence de la social-démocratie domestiquée. Mais après avoir passé par la rude école de la guerre impérialiste et de la révolution manquée de 1918, après avoir subi tant de déceptions, tant et tant d'épreuves, le voici qui entre mûri dans la guerre civile. L'épisode de Hambourg montre qu'on peut tout attendre de l'héroïque avant-garde communiste, chaque jour renforcée d'ouvriers instruits par l'expérience social-démocrate : là, dans le grand port de l'Elbe, les ouvriers communistes, dans leurs tranchées et sur les toits, ont tenu sans faiblir contre des forces dix fois supérieures et ne se sont retirées que sur l'ordre du Parti, donné en raison de l'impossibilité de faire une révolution locale. Des combattants comme ceux de Hambourg sont déjà légion dans toute l'Allemagne. Le Parti et la Jeunesse communistes, les centuries, les conseils d'usines en comptent déjà des centaines de milliers. Le jour où la grande masse s'ébranlera pour l'action, elle sera encadrée et conduite par des hommes qui n'ont peur de rien, décidés à tout, et qui ont droit à l'admiration de tout le prolétariat international.

Mais quelles que soient les vicissitudes de la lutte et son issue encore imprévisible, nous sommes complètement solidaires de nos frères d'Allemagne, quoi qu'il advienne, et nous saurons le prouver quand il le faudra. Le Parti communiste français n'a pas fait un pacte avec la victoire, mais avec le combat révolutionnaire.

Boris SOUVARINE.

LES PROBLÈMES de la Révolution allemande

Les difficultés intérieures

Tout le camp contre-révolutionnaire espère que, si les communistes prennent le pouvoir, ils ne le garderont pas longtemps et en seront chassés par la bourgeoisie fasciste.

Pendant un certain temps, les communistes eux-mêmes ont pensé que la conquête du pouvoir serait aisée et que les difficultés ne commenceraient qu'après. Ils se rendent compte maintenant qu'il n'en est pas ainsi. Les obstacles qui surgiront au lendemain de la prise du pouvoir ne seront sans doute pas minces. Il ne faut pas les perdre de vue. Mais avant tout il faut penser à la prise du pouvoir elle-même. Elle ne paraît pas devoir être si facile.

La bourgeoisie fasciste a environ 600.000 hommes armés jusqu'aux dents et prêts à tout. Elle ne jouit pas de la sympathie des masses qui seront avec les communistes. Mais en se préparant à la lutte décisive, il ne faut pas oublier que le succès appartient aux forces qui dominent au moment et à l'endroit décisifs. L'histoire de la récente insurrection de Bulgarie est très instructive à cet égard. La masse était du côté des insurgés, mais la supériorité que donnèrent à Zankov quelques bataillons bien armés décida du succès.

Il faut donc dès à présent examiner les difficultés que la révolution rencontrera à l'intérieur et à l'extérieur au lendemain de sa victoire.

Les principales difficultés intérieures sont les suivantes :

L'APPROVISIONNEMENT. — La fraction aisée et organisée de la classe paysanne, unie aux grands propriétaires, créera sans aucun doute de sérieuses difficultés au futur gouvernement soviétiste. Le blocus alimentaire de la Saxe rouge qui commence déjà nous fait prévoir ce qui se pratiquera demain sur une plus vaste échelle.

LE RAVITAILLEMENT INDUSTRIEL. — Manque de charbon, fermeture des fabriques et des usines, etc...

LE CHOMAGE, LA CONTRE-RÉVOLUTION INTÉRIEURE. — Fascistes, monarchistes, bandes vendéennes de Bavière, séparatistes, éléments contre-révolutionnaires de la social-démocratie, éléments mercantiles de la paysannerie, etc...

ENFIN, LES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES. — Le gouvernement soviétiste de Russie avait hérité du tsarisme et du gouvernement de coalition d'une réserve d'or d'environ 1.400 millions de roubles et d'un rouble-papier qui n'était pas encore complètement déprécié. Le gouvernement soviétiste d'Allemagne recevra un héritage infiniment plus mauvais.

Et cependant, nous sommes convaincus que le prolétariat se maintiendra au pouvoir. Le prolétariat, plus une partie de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, assurent au gouvernement soviétiste le soutien de la majorité de la population. C'est la condition essentielle de son maintien.

Le gouvernement soviétiste allemand aura pro-

fité des leçons de la révolution russe. Il s'efforcera d'établir des relations satisfaisantes entre la ville et les campagnes, entre le prolétariat et la petite-bourgeoisie. Le gouvernement prolétarien ne devra pas recourir à la nationalisation en bloc du commerce, de la petite industrie, des petites parcelles de terre, etc... Au contraire, autant que la résistance des petits et moyens possédants ne l'obligera pas à recourir à ces mesures extrêmes, il devra suivre à leur égard une politique très prudente. Dès ses premiers pas, il devra s'attirer la sympathie de la petite-bourgeoisie, des intellectuels, des artisans, des petits et moyens paysans.

Le gouvernement prolétarien procédera, cela va sans dire, à la nationalisation de la grosse et de la moyenne industrie, mais, autant qu'il dépendra de lui, il n'y procédera que dans la mesure où il sera effectivement capable de l'organiser selon les principes socialistes. Le gouvernement prolétarien n'oubliera pas le bon côté de la Nep russe.

La question du ravitaillement causera de formidables difficultés. Mais déjà dans les meetings on fait remarquer à l'ouvrier allemand qu'il mange du pain russe. Si dès à présent une quantité importante de blé russe pénètre en Allemagne *bourgeoise*, pourquoi n'en pénétrera-t-il pas beaucoup plus dans l'Allemagne *prolétarienne* ?

En ce qui concerne le charbon, l'Allemagne est depuis l'occupation de la Ruhr dans une situation critique. Il est évident qu'elle ne peut compter avant longtemps sur une économie prospère.

Mais le gouvernement prolétarien pourra proposer à l'industrie lourde française de lui fournir du charbon dans des conditions ne lésant pas les intérêts de l'Allemagne prolétarienne.

Dans des circonstances favorables, la possibilité d'achats de charbon à la Pologne et à la Tchécoslovaquie n'est pas exclue.

En tout cas, le chômage deviendra considérable. Seul le gouvernement prolétarien aidera effectivement les chômeurs. Pour sa propre défense, il devra immédiatement procéder à la création d'une armée rouge, malgré les menaces des Français et autres impérialistes. Ainsi seront absorbés de nombreux chômeurs.

La contre-révolution intérieure et les difficultés financières causeront beaucoup de soucis. Mais ces questions n'ont rien d'insoluble. L'Allemagne prolétarienne s'en tirera, en général, de la même manière que la Russie des Soviets, en tenant compte des modifications exigées par les circonstances.

La Russie a fait sa révolution avec 7 ou 8 millions d'ouvriers sur une population de 160 millions d'habitants. L'Allemagne compte plus de 20 millions d'ouvriers sur 60 millions d'habitants. La poignée de prolétaires russes a réalisé des miracles d'énergie. Elle a été l'âme de la défense des Soviets sur une dizaine de fronts. Elle a sauvé la révolution. Quels miracles n'accompliront pas 20 millions de prolétaires allemands, noyau fondamental du prolétariat international !

Le prolétariat allemand est instruit. Il est plus cultivé que la classe ouvrière russe. Il a subi la dure mais féconde expérience de la social-démocratie. L'ouvrier allemand sera un meilleur soldat rouge que l'ouvrier russe. Il y avait, proportionnellement, plus d'ouvriers dans les armées de Guillaume II que dans celles de Nicolas II. Les premiers bataillons de l'armée rouge russe étaient très faibles comme unités militaires. Le soldat rouge savait à peine tenir le fusil. Il n'en est pas de même de l'ouvrier allemand, qui est passé par les armées du Kaiser.

En examinant le chemin parcouru par la classe ouvrière internationale, on arrive à la conviction que la classe des salariés, occupant la plus basse place dans la société, n'a pas assez d'expérience politique et de culture pour vaincre *en une fois* la bourgeoisie. Il est inévitable, du moins dans les pays qui les premiers se dressent contre le régime bourgeois, que le prolétariat subisse une ou deux grandes défaites, avant d'apprendre à vaincre. Il en a été ainsi pour le prolétariat russe. Sans la défaite de 1905, il n'aurait guère pu triompher, ou, en tout cas, sa victoire n'aurait pas été si facile. Dès 1905, les ouvriers russes ont fait l'expérience des Soviets, de l'armement des centurions, des barricades, de la liaison avec les payeurs, les soldats, les cheminots, etc... En 1917, ils n'ont eu qu'à appliquer sur une échelle supérieure les leçons de 1905. Et encore a-t-il fallu les journées de juillet 1917 pour tremper définitivement le noyau de la classe ouvrière russe.

Sous ce rapport aussi, la classe ouvrière allemande possède une expérience suffisante. Les défaites de 1918 et 1919 ont été une bonne leçon. On se représente aujourd'hui malaisément un Congrès des Soviets qui prononcerait sa propre dissolution et remettrait le pouvoir à l'Assemblée Constituante. La coupe des trahisons social-démocrates a été bue jusqu'à la lie.

La leçon de mars 1921 n'a pas été perdue. L'avant-garde prolétarienne s'est convaincue à ses dépens par une dure et sensible défaite, que son héroïsme ne peut être couronné de succès que si elle reste en liaison avec le gros du prolétariat et même avec son arrière-garde. Les fautes de mars ne se répéteront pas.

Les difficultés intérieures au lendemain de la révolution seront immenses, mais non pas infinies. Les méditer est une nécessité pour la classe ascendante et pour le parti ouvrier auquel l'avenir appartient. Mais toute la raison collective du prolétariat allemand, toute l'expérience politique de son parti, toute la volonté révolutionnaire, l'impétuosité, l'enthousiasme et les efforts d'organisation de son avant-garde, tout ce que la classe ouvrière porte en elle-même doit être dirigé vers un seul but : la préparation de la lutte finale. A chaque jour suffit sa peine. A présent, l'objectif est de vaincre à l'endroit décisif, de concentrer toutes les forces pour porter à la bourgeoisie un coup dont elle ne se relèvera plus. Voilà l'essentiel, le reste viendra après.

Les difficultés extérieures

Les difficultés résultant de la corrélation *intérieure* des forces s'effacent devant les difficultés *extérieures* qui surgiront au lendemain de la victoire. La menace de guerre immédiate de la part des bourgeoisies française, tchèque et polonaise, la possibilité du blocus anglais, tels sont les principaux obstacles de politique internationale qui surgiront devant la révolution allemande.

La révolution prolétarienne en Allemagne aura, dès le début, une importance internationale encore plus grande que la révolution russe elle-même. L'Allemagne est un pays industriel. Elle est située au centre de l'Europe, dont elle est pour ainsi dire le nœud vital. Son sort est étroitement lié à celui de la France. La victoire du prolétariat à Berlin entraînera presque automatiquement une intervention de Paris, centre de la réaction internationale. L'Allemagne prolétarienne, dès qu'elle aura les mains libres, détruira l'équilibre dans tout pays bourgeois qui osera la frapper. La force du prolétariat allemand peut contribuer à la consolidation de la paix dans toute l'Europe. Les généraux allemands veulent la guerre de revanche. Les ouvriers allemands veulent la paix. Les *dangers extérieurs sont le défaut de la cuirasse de la révolution allemande.*

Les avantages qu'avait sous ce rapport la Russie soviétiste quand, en octobre 1917, elle apparut sur l'arène mondiale, étaient les suivants. Tout d'abord, la guerre continuait. L'impérialisme international était divisé en deux camps, qui se livraient un duel à mort et ne pouvaient s'unir immédiatement contre la Russie des Soviets. La république soviétiste qui venait de naître avait le temps de respirer. L'immensité de son territoire la servait. Pour gagner du temps, nous pouvions céder de l'espace. L'encercllement bourgeois fit sans doute beaucoup de mal au jeune Etat prolétarien : intervention, blocus, etc. ; mais il était loin d'être aussi direct et, par suite, aussi dangereux qu'il peut le devenir pour la révolution allemande.

Par contre, la révolution russe n'avait pas certains avantages dont disposera la révolution allemande. Elle était la *première*, tandis que la révolution allemande aura pour elle l'expérience d'un Etat ouvrier qui existe depuis six ans. La révolution prolétarienne russe a commencé à une date où, dans les autres pays, les Partis communistes ou bien n'existaient pas, ou bien n'étaient que de petits groupes. La révolution allemande commence au moment où l'Internationale Communiste a déjà cinq années d'âge, où le mouvement communiste embrasse le monde entier et où les communistes constituent une force considérable dans les pays les plus importants de l'Europe. Les deux partis : la bourgeoisie internationale et le prolétariat international, ont acquis de l'expérience. La lutte, par suite, sera plus dure.

En 1923-1924, il n'existe pas, comme en 1914-1917, deux camps impérialistes en guerre déclarée : l'impérialisme de l'Entente et celui des Etats centraux. Par contre, les dissensions *au sein* de l'Entente revêtent de plus en plus un caractère durable. S'il n'y a plus guerre, il y a hostilité de plus en plus profonde. La rivalité entre l'impérialisme de l'Angleterre et celui de la France est patente. La bourgeoisie est déchirée par les antagonismes et les rivalités.

L'impérialisme fera incontestablement des tentatives de front unique contre la révolution prolétarienne. Mais son succès est douteux. L'histoire de sa lutte contre la révolution russe durant six ans a prouvé que la constitution de ce front unique n'est pas chose facile. Dans le camp de la bourgeoisie se combattront deux politiques, qu'on pourrait nommer : l'une, politique *impérialiste de conquêtes*, et l'autre, politique *sociale de classe*, au sens large du mot.

Les intérêts étroits de certaines fractions de la bourgeoisie les pousseront à profiter de la révolution allemande pour s'emparer de tel ou tel ter-

ritoire (Ruhr, Prusse orientale, etc.). Dans l'espoir que le pouvoir communiste ruinerait l'Allemagne, affaiblira sa concurrence, rendra possible l'annexion d'une portion de son territoire, elles hésiteront à créer un front unique homogène de la bourgeoisie internationale contre la révolution. On l'a vu maintes fois, de 1917 à 1923, à l'égard de la révolution russe. Guillaume II, lorsque ses troupes se trouvaient à Pskov, suivait cette politique de conquête et reléguait à l'arrière-plan le facteur social.

Guillaume II, il est vrai, était alors aux prises avec l'impérialisme de l'Entente. C'est ce qu'il ne faut pas oublier.

Le prolétariat allemand doit, en tout cas, prévoir l'éventualité la plus fâcheuse, c'est-à-dire être prêt à ce que l'impérialisme international appuie sa révolution, non pas comme un épisode, mais comme un événement déterminant le sort de toute l'Europe bourgeoise, et qu'il en tire immédiatement la conclusion pratique.

La France, l'Angleterre, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie : tels sont les pays qui pourraient intervenir immédiatement dans la révolution allemande. Le sort de cette dernière se décidera non seulement en Allemagne, mais en Angleterre, en France, en Pologne, en Tchéco-Slovaquie.

ANGLETERRE. — La presse anglaise a déjà envisagé l'occupation des ports de la Baltique par la flotte britannique pour sauvegarder « les intérêts de l'Angleterre ». L'aile de la bourgeoisie qui proposera cette position sera probablement assez influente. Mais, même si l'Angleterre se décidait à employer le blocus contre l'Allemagne prolétarienne, ce blocus n'aurait pas une importance décisive. Or, l'Angleterre contemporaine n'est pas en état de lancer une forte armée de terre.

FRANCE. — La France impérialiste représente une force militaire énorme. Elle dispose d'une grande supériorité dans la flotte aérienne, la technique, l'armement... Mais si elle s'avisait de procéder à l'occupation en grand de l'Allemagne, il lui faudrait des centaines de milliers — un million, peut-être — de soldats. Cette armée aurait, finalement, le sort de l'armée de Guillaume II dans l'Ukraine révolutionnaire. Le moral des troupes serait, dans cette guerre, un facteur décisif. Or, ici, la supériorité appartiendrait à l'Allemagne prolétarienne et à ses alliés. Vaincre la révolution allemande exclusivement à l'aide des troupes coloniales, comme l'escomptent certains dirigeants de la bourgeoisie française, est chose impossible. Les ouvriers coloniaux qui, au nombre de plusieurs milliers, sont employés aux travaux de la Ville de Paris, participent déjà aux grèves économiques.

Si la France impérialiste déclare immédiatement la guerre à l'Allemagne révolutionnaire, elle se heurtera donc à une résistance formidable en Allemagne même, et s'exposera à un contre-coup révolutionnaire chez elle.

POLOGNE. — Certaines catégories de la bourgeoisie polonaise peuvent être l'ennemi le plus dangereux et le plus acharné de la révolution allemande. Si les impérialistes français ne risquent pas leurs propres troupes, ils ne se gêneront pas pour envoyer au feu la Pologne bourgeoise. On n'a aucune raison d'épargner son vassal. Si la bourgeoisie polonaise se décidait à assumer le rôle de bourreau de la révolution, elle signerait par là-même son arrêt de mort. C'est au contact de la révolution prolétarienne allemande que se dissipera le plus rapidement le nationalisme qui pèse encore

sur une fraction considérable du prolétariat polonais. Plus la conduite des leaders du P.P.S. à l'égard de la révolution allemande sera équivoque, plus ils se montreront disposés à soutenir les aventures de leur bourgeoisie, et plus le prolétariat polonais s'affranchira rapidement du nationalisme et du P.P.S. La bourgeoisie polonaise opprime les Ukrainiens, les Lithuaniens, les Allemands, les Juifs. Dès qu'elle tentera une guerre de conquête contre la révolution allemande (ou contre la Russie soviétiste), elle sera sur un volcan et la question nationale lui donnera du fil à retordre à l'intérieur.

TCHÉCO-SLOVAQUIE. — Par sa situation géographique la Tchéco-Slovaquie pourrait jouer un rôle important dans l'écrasement de la révolution prolétarienne en Allemagne. Ses troupes de couverture peuvent atteindre Dresde en quelques heures. Mais, en Tchéco-Slovaquie également, la multiplicité des nationalités rendra difficile l'unité d'action. Il n'est pas impossible non plus qu'il se trouve, même parmi la bourgeoisie, des gens qui comprendront qu'une Allemagne blanche constituerait un danger sérieux pour leur pays et qu'une Allemagne soviétiste en tout cas ne le menacerait pas. Quant au puissant prolétariat tchéco-slovaque, dirigé par le Parti communiste, il saura accomplir sa mission historique.

La victoire de la révolution allemande provoquera vraisemblablement en Autriche un fort mouvement en faveur de l'union avec l'Allemagne. Les ouvriers autrichiens pourraient jouer un rôle important dans la lutte contre les fascistes de Bavière, la Vendée allemande.

La Hongrie réactionnaire traverse en ce moment une crise intérieure qui la met hors d'état de jouer un rôle actif dans la repression de la révolution allemande ou dans la guerre contre les alliés de l'Allemagne soviétiste.

Une révolution victorieuse à Berlin suscitera un enthousiasme extraordinaire et éveillera des forces immenses dans le prolétariat français, polonais et tchèque. Une tâche d'une gravité extrême incombera aux partis communistes français, tchèque, polonais : organiser l'aide directe au gouvernement prolétarien allemand. Ce dernier ne refusera sans doute pas, sous certaines conditions, d'acheter la neutralité des impérialistes de l'Entente. Peut-être même consentira-t-il à satisfaire le gouvernement français conformément aux clauses du traité de Versailles, si à ce prix il peut obtenir l'ajournement de la guerre, l'évacuation de la Ruhr, etc...

Peut-être la révolution allemande devra-t-elle, elle aussi, signer un traité de Brest-Litovsk. C'est une éventualité qui ne saurait être exclue. Tout au moins le Parti communiste (qui est la principale force de la révolution imminente) l'envisage. Nous pouvons nous représenter la marche de la révolution allemande à travers un traité de Brest. Cela ne prouve nullement une dépression de notre moral, ni l'intention de couper les ailes à la révolution. Sa force d'attraction n'en souffrira aucunement. Nous ne sommes plus aussi neufs et inexpérimentés que lors de la révolution d'octobre 1917. Nous connaissons trop bien la force de la bourgeoisie internationale : elle est encore plus dangereuse et plus redoutable pour la révolution allemande que pour la révolution russe. Nous savons que les millions de travailleurs qui se sont engagés dans la révolution veulent non la guerre, mais la paix même chèrement achetée...

Mais si, malgré tout, la bourgeoisie internationale se risquait à une guerre directe et immédiate contre la révolution, elle pourrait au début rem-

porter quelques succès, mais bientôt elle se casserait le cou. Les 60 millions d'hommes qui composent le peuple allemand sauront, sous le pouvoir prolétarien, repousser les envahisseurs et, en dépit de tous les obstacles, la révolution prolétarienne allemande triomphera.

L'approche de la Révolution et la tactique du front unique

Au moment où nous écrivons ces lignes, le gouvernement de coalition boîte des deux pieds : du droit (Bavière blanche) et du gauche (Saxe rouge). La corrélation des forces est des plus instables. L'équilibre est détruit. Encore un instant, et la pierre angulaire va se détacher et provoquer l'écroulement de tout l'édifice. La social-démocratie, par son appareil central, est encore, et sera probablement jusqu'au bout, un *allié sûr de la bourgeoisie contre-révolutionnaire*.

En même temps les groupes et organisations social-démocrates de gauche font les premiers pas dans la voie de la collaboration avec les communistes. Le centre continue à faire cause commune avec la bourgeoisie et les généraux blancs, tandis que la gauche semble se rallier à la révolution prolétarienne. Une Saxe *rouge* (ou plutôt rose), une Bavière *blanche*, un gouvernement central jaune : telle est la situation à l'heure où nous écrivons (22 octobre 1923).

Aussi est-il naturel de vouloir soulever le voile qui couvre l'avenir et de se demander avec anxiété quelle va être la marche des événements. Les gouvernements « ouvriers » de Saxe et de Thuringe tiendront-ils ? Avec quelle rapidité s'effectuera et jusqu'où ira la différenciation dans les rangs de la social-démocratie ?

A l'heure actuelle, il est particulièrement opportun d'examiner ce qu'a été et ce que sera à l'avenir la tactique du front unique pour l'Allemagne.

Il est hors de doute que, dans l'ensemble, le P.C.A. a appliqué avec le plus grand succès cette tactique qui lui a permis de conquérir la majorité des ouvriers — ce qui était difficile à espérer il y a deux ou trois ans. Les communistes « de gauche » (nous avons ici en vue quelques malencontreux « théoriciens », car les ouvriers de la gauche ont immédiatement, avec leur instinct de classe, saisi la nature de la tactique du front unique, déclarent que, dans l'application de cette tactique, le P.C.A. s'est orienté non pas sur les ouvriers avancés mais sur les éléments *retardataires* du prolétariat. Cette objection porte à faux. En effet, la tactique du front unique consiste essentiellement à amener l'arrière-garde au niveau de l'avant-garde, à rapprocher des ouvriers avancés qui ont déjà commencé à adhérer au communisme le gros qui suit encore la social-démocratie contre-révolutionnaire. Si la tactique du front unique s'est constituée et a pris sa forme définitive après l'insurrection de mars 1921 et les événements d'automne 1920 en Italie, ce n'est pas un effet du hasard. Les événements d'Italie et d'Allemagne ont montré à l'Internationale Communiste que des couches considérables, par endroits même la majorité des ouvriers, suivent encore la social-démocratie.

En 1918-1919, lorsque la révolution mondiale nous semblait imminente, nous cherchions à nous rapprocher des ouvriers par-dessus la tête des chefs social-démocrates. Les années 1920-1921 nous ont convaincus qu'il était impossible d'atteindre la masse sans passer par les organisations et les chefs social-démocrates. Nous avons adopté la tactique du front unique. Plus, durant le second

semestre de 1921, en 1922 et en 1923, le P.C.A. s'est orienté vers l'ouvrier moyen, a tenu compte de l'état d'esprit des couches arriérées du prolétariat, mieux il a appliqué la tactique du front unique — et mieux il a préparé leur conquête. Néanmoins l'application de la tactique du front unique dans la situation actuelle entre incontestablement dans une nouvelle phase.

Cette tactique reste juste en ce sens que, maintenant encore, nous devons gagner à notre cause les ouvriers retardataires qui continuent à se traîner à la remorque de la social-démocratie ou sont en dehors de tout parti. Mais nous ne sommes pas des doctrinaires, nous sommes des dialecticiens. Si la situation a changé, nous devons savoir modifier l'application de notre tactique. En somme, nous avons rempli la tâche que nous nous étions assignée : pousser en avant le gros et l'arrière-garde du prolétariat. Une autre tâche passe maintenant au premier plan : être sur nos gardes et veiller à ce qu'une application fautive de la tactique du front unique n'entrave pas la révolution et ne paralyse pas l'avant-garde, qui doit savoir, quand il le faut, risquer le tout pour le tout.

Après la grande grève d'août 1923, un vieux camarade nous écrivait de Hambourg :

« ... Cette semaine nous a montré qu'à travers les succès et les insuccès de la tactique du front unique, nous nous sommes rapprochés des masses contre la volonté de la social-démocratie et sans faire front unique avec cette dernière. Tout le développement de la vie sociale, toute la tactique de la social-démocratie et des syndicats durant cette période et en particulier la semaine dernière, ne nous donnent aucune raison d'escompter une modification de la tactique de notre adversaire (la social-démocratie dans la question du front unique). Cette tactique ne se modifiera peut-être que lorsqu'elle pourra servir de frein, Gersque, voyant leur faillite irrémédiable, les social-démocrates s'efforceront de réaliser le front unique à leur manière pour enrayer le mouvement ou nous entraîner à l'abîme avec eux... »

Cette conclusion d'un vieux camarade, qui n'appartient à aucune des tendances en lutte au sein du P.C.A., nous paraît entièrement juste. Il a encore raison lorsqu'il écrit plus loin : « Les événements prouvent que, malgré notre défiance à l'égard de la social-démocratie, nous avons cependant surestimé sa valeur ouvrière, sa capacité de défense des intérêts ouvriers. Et c'est là notre faute. La social-démocratie est embourbée dans le marais petit-bourgeois. Elle préférera y périr plutôt que d'en sortir. La haine avec laquelle les social-démocrates et leurs amis des syndicats combattent chaque effort de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts les plus élémentaires suffit à nous convaincre qu'ils sont morts à jamais pour le prolétariat et que l'on ne saurait espérer de leur part une aide quelconque. Ce sont nos ennemis implacables, et ils nous feront tout le mal possible. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir ».

Cette dernière vérité est particulièrement à retenir. La faute de certains bolcheviks (y compris l'auteur de ces lignes, à la veille d'octobre 1917, a été de surestimer la valeur ouvrière des Partis bolchevik et socialiste-révolutionnaire et d'espérer qu'à la dernière minute ils préféreraient sortir du marais petit-bourgeois plutôt que d'y périr. Nos camarades du P. C. A. doivent éviter cette faute.

Le P. C. A., il va de soi, mettra tout en œuvre pour gagner à sa cause les ouvriers social-démocrate.

crates qui hésitent encore entre la social-démocratie et le communisme. Dans ce sens, des pourparlers comme ceux qui ont eu lieu récemment à Hambourg ou à Berlin sont probablement nécessaires. Mais les dangers qu'ils comportent sont très grands. La *Rote Sturm fahne* de Berlin donne, dans ses numéros des 15-17 octobre, une description détaillée des derniers « pourparlers » avec les chefs de la soi-disant gauche social-démocrate de Berlin (1). Ces pourparlers, qui avaient été préparés pendant toute une semaine, durent déjà depuis trois jours et ne sont pas encore terminés.

Les fascistes ont tout intérêt à les traîner en longueur. A un moment où chaque minute est précieuse et où la contre-révolution travaille fiévreusement, on délibère, durant de longs jours, dans un centre ouvrier comme Berlin ; on marche sans fin pour des bagatelles, on perd un temps précieux. Si, dans l'attente d'un résultat favorable, le P. C. A. affaiblissait tant soit peu ses préparatifs pratiques, s'il fondait des plans politiques sur une alliance avec les chefs de la social-démocratie, il commettrait un véritable crime. Nous sommes persuadés qu'il ne tombera jamais dans cette faute. Les pourparlers sont les pourparlers, mais l'action est l'action.

Notre camarade de Hambourg a raison. Il n'est pas douteux que le moment viendra — et il n'est pas loin — où les leaders contre-révolutionnaires de la social-démocratie et des syndicats adhéreront au front unique ; ce sera lorsqu'ils n'auront plus aucun espoir de sauver la bourgeoisie autrement. Les communistes doivent se poser clairement la question : le front unique, dans quel but ? Pour quelle raison les dirigeants de la social-démocratie contre-révolutionnaire, qui ont des milliers de fois trahi le prolétariat, adhèrent-ils à la dernière heure au front unique ? La réponse est claire : c'est pour paralyser du dedans la volonté révolutionnaire des masses prolétariennes, pour tenter de transformer l'état-major révolutionnaire, et peut-être même le gouvernement prolétarien révolutionnaire lui-même, en un club de discussion, en une parlote.

Un appui des social-démocrates dans ces conditions peut être plus dangereux pour la révolution qu'une résistance ouverte. Il peut lui être fatal.

Il faut mettre tout en œuvre pour gagner à notre cause, par une application judicieuse de la tactique du front unique, le maximum d'ouvriers social-démocrates et sans-parti. Cela reste l'objectif à poursuivre. Mais il en est un autre encore plus important ; nous souvenir que l'avant-garde prolétarienne sera forcée d'entreprendre l'action décisive malgré et contre les dirigeants social-démocrates. Ce n'est que si nous avons bien conscience de ce deuxième objectif que nous pourrions atteindre le premier.

Il fut un temps où nous pouvions dire aux ouvriers social-démocrates : tout dépend de votre parti ; s'il décidait de faire son devoir devant la classe ouvrière, s'il marchait avec nous, communistes, contre la bourgeoisie, nous pourrions peut-être, pacifiquement, sans guerre civile, créer le gouvernement ouvrier. En 1918-1919, c'était chose possible, puisque la social-démocratie tenait le sort de l'Allemagne entre ses mains.

En ce moment, une telle affirmation de notre part serait une erreur historique et ne pourrait que renforcer les illusions constitutionnelles. La

social-démocratie ne tient plus le sort de l'Allemagne entre ses mains. Il ne dépend plus d'elle que la crise se résolve pacifiquement. Toute issue pacifique est impossible. Seule la révolution prolétarienne pourra trancher ce nœud gordien. Les communistes doivent, évidemment, par l'intermédiaire des ouvriers social-démocrates accessibles à notre influence, exercer une pression sur le Parti social-démocrate pour l'empêcher d'aider la contre-révolution. Mais ils doivent avant tout faire comprendre aux ouvriers social-démocrates qu'à l'heure actuelle, même si tout leur parti était dirigé par des chefs « de gauche », il serait impossible d'arriver à une issue pacifique et que seule une lutte acharnée peut sauver l'Allemagne de la contre-révolution.

La tactique du front unique, qui était et reste juste à l'échelle internationale, est maintenant réalisée en Allemagne. Le gros de la classe ouvrière s'est levé ou se lève. L'arrière-garde rejoint l'avant-garde qui doit maintenant la mener à la bataille contre la bourgeoisie.

La tactique du front unique a été et est une manœuvre stratégique de grande envergure de l'avant-garde ouvrière. Seuls, les ennemis avérés du prolétariat comme les social-démocrates, ou de vieilles badernes comme certains leaders « indépendants », pouvaient y voir quelque chose de mauvais. La classe ouvrière n'est pas homogène. Son niveau moral et sa préparation politique ne sont pas égaux. Là est tout le mal. L'avant-garde a devancé le gros et s'est organisée dans le Parti communiste. Elle a non seulement le droit, mais le devoir de tout faire pour rallier à elle les retardataires. Et si, pour y arriver, il faut parfois parler la langue de ces retardataires, ce n'est qu'un procédé pédagogique. Pour apprendre à lire à un illettré, il faut commencer par le faire épeler. Mais quand il sait lire, nous nous efforçons de lui apprendre le Manifeste communiste et non les œuvres de Scheidemann et de Vanderveide.

La tactique du front unique est juste. Il faut seulement veiller à ce que l'Allemagne actuelle — où l'avant-garde s'élancera demain à la bataille suprême et entraînera à sa suite le gros de l'infanterie prolétarienne — elle ne se transforme pas en son contraire.

G. ZINOVIEV.

Vient de paraître :

BOUKHARINE ET PREOBRAJENSKY

A. B. C. du Communisme

Un gros volume de 370 pages
que pas un militant ne peut se dispenser
de lire.

de faire lire autour de soi, d'étudier.

Prix 6 francs

Franco 7 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

(1) A ce moment, il est vrai, le comité de Berlin n'était pas encore renouvelé.

NOTES D'ALLEMAGNE

Deux anniversaires : 7 et 9 novembre

Cette année le rapprochement de ces deux anniversaires de révolution va s'imposer en Allemagne à tous les esprits avec une rigueur impitoyable.

7 novembre 1917 (25 octobre vieux style) : conduits par les bolcheviks, les prolétaires de Petrograd prennent le Palais d'Hiver ; les prolétaires de Moscou entrent au Kremlin... Une ère d'inexprimables souffrances s'ouvre pour le peuple russe ; mais ce sera aussi une ère d'héroïsme, de victoire, de résurrection. La Russie, réduite en de sombres jours aux proportions du grand duché de Moscou vers 1500, finira par s'étendre de nouveau de la Baltique à l'Océan Pacifique, de l'Océan Arctique à la Mer Noire. En quatre années de guerre acharnée, les grandes puissances capitalistes ne parviendront pas à la vaincre. Elle finira par leur imposer le respect, la paix, le commerce. Elle restera, citadelle révolutionnaire invincible, l'asile et le refuge de tous les révolutionnaires vaincus ; elle se donnera des lois nouvelles, elle reformera hardiment ses mœurs, elle persévéra — par les plus durs chemins sans doute, mais librement — dans sa voie, vers le socialisme...

9 novembre 1918. Le coup d'épaule des marins de Kiel et de Cuxhaven a jeté bas la façade de l'Empire allemand. Pendant un an, jusqu'aux jours funèbres de janvier 1919, où meurent Liebknecht et Rosa Luxembourg, la social-démocratie allemande, alliée aux volontaires de la bourgeoisie, Noske allié à Ehrhardt, va bâtir, sur des cadavres de prolétaires, l'édifice d'une république démocratique. Aux foules exaltées par l'exemple des Russes, elle jettera sans cesse la menace de la famine, de l'intervention étrangère, d'un sursaut de réaction... Au terme de cinq années de démocratie social-démocrate, l'Allemagne impuissante assiste à l'intervention française en Rhénanie et dans la Ruhr ; ses vingt millions de prolétaires et ses dix millions de petites gens ont faim ; la réaction en armes y marche à grands pas vers le pouvoir... Pour avoir différé la lutte finale de cinq ans, le prolétariat allemand n'en a que de plus grandes difficultés à surmonter. Aujourd'hui, comme en 1919, quand la lui montraient les spartakistes, il n'a qu'une voie de salut ; celle où les révolutionnaires russes l'ont précédé.

Deux anniversaires : une grande confrontation, devant l'Histoire, des méthodes réformistes et révolutionnaires.

Pour une dictature de droite

« Ils se complètent », écrivai-je dernièrement à propos de Stresemann et de von Kahr. Voyez plutôt. Rappelez-vous qu'une huitaine de jours avant la sortie de la social-démocratie de la grande coalition (2 novembre) M. von Kahr avait fait connaître son intention de ne plus traiter avec un gouvernement du Reich « soumis à l'influence marxiste », c'est-à-dire comprenant les social-démocrates. Sur ce point encore M. Stresemann a donné satisfaction à la réaction bavaroise, assez pour l'encourager, pas assez pour désarmer : tel est son rôle.

Voici les citoyens Robert Schmidt, Radbruch et Sollmann, mis, sans grandes cérémonies, à la porte du gouvernement d'Empire. Ce serait le moment

pour le Parti social-démocrate de dresser le bilan de sa politique de collaboration avec les partis bourgeois, qui a valu à l'Allemagne ouvrière l'incroyable misère de ces jours-ci, le dollar à 1 trillon et demi de marks, la dictature des généraux, les assassinats quotidiens d'ouvriers, quelque deux à trois cents cadavres d'affames entassés en deux mois aux pieds du fauteuil présidentiel d'Ebert. Mais dans son terne manifeste, publié par le *Vorwaerts* du 4 novembre, c'est aux communistes que la social-démocratie reproche le sang versé — à Hambourg — pour repousser une fois de plus leur proposition de front unique... Et sans contenir une seule parole virile, ce document se termine par un appel à l'unité et à la fermeté du parti. Puissantes garanties de salut de la République allemande, seul terrain sur lequel on puisse combattre pour le socialisme.

Le même numéro du *Vorwaerts* commente d'étranges rumeurs venues de Munich. Samedi (3 novembre) on annonçait un nouveau coup d'Etat en Bavière, la destitution par von Kahr du gouvernement Knilling, si peu gênant pourtant, l'envoi d'un ultimatum à Berlin exigeant l'institution immédiate d'une dictature de droite. Dans le cas contraire les troupes bavaroises marcheraient sur la capitale. Ces nouvelles sont maintenant démenties, mais confusément, à moitié ou au tiers.

Le Parti Populaire National Allemand et le ministre bavarois de la justice, Dr Gurtner, ont en effet voté un ordre du jour dans ce sens et, en outre, exigé la démission d'Ebert. Aux frontières de la Thuringe la concentration des troupes fascistes continue, non sans incidents : à plusieurs reprises, ces jours derniers, la police de Thuringe a essuyé des coups de feu... Hitler, dans des discours hystériques, crie à ses gens de se tenir prêts à marcher sur Berlin (Munich, 31 octobre) pour « y planter sur le château impérial le vieux drapeau noir-blanc-rouge ». Ludendorff, qui donne au *Voelkische Beobachter* des articles de fond, est couramment désigné comme un des chefs appelés à diriger les prochaines opérations militaires.

La plus grande confusion règne depuis longtemps dans l'information : pas une nouvelle sérieuse qui ne soit successivement lancée officieusement, démentie, relancée, modifiée, avant d'être finalement confirmée. Le mensonge, la fausse nouvelle, le démenti officiel de faits vrais, la fausse « note officieuse » sont des moyens quotidiennement, méthodiquement employés par la grande presse et par l'Etat pour préparer l'opinion publique, la tromper, l'égarer, la surprendre, selon le cas. L'offensive militaire contre la Saxe a été annoncée par la gazette de Stinnes, huit jours avant d'être officiellement commencée. La rébellion du général von Lossow a été tue pendant trois jours avant d'être publiée. Le refus catégorique de la Bavière de destituer von Lossow et de replacer la Reichswehr sous le commandement de M. Gessler, a été passé à peu près complètement sous silence. Les « démentis » d'aujourd'hui n'expliquent pas pourquoi, le samedi 3 novembre, M. Stresemann, après un entretien avec l'ambassadeur de Bavière von Preger, quittait précipitamment le Conseil des ministres, en délibération, pour conférer avec le président de la République et le ministre de la Reichswehr.

La Bavière fasciste est forte et armée. Le gouvernement du Reich est faible et désarmé. A Berlin même, von Kahr a l'appui sans réserves du parti national allemand, des agrariens, de la *Schwerindustrie*. Ou il dictera sa volonté, ou il tentera de l'imposer par la force. Le fascisme allemand est d'ailleurs dans une impasse : ses armements achevés, ses succès politiques, la débilité de la social-démocratie, ses promesses réitérées d'une prompte liquidation du régime du 9 novembre, les intérêts enfin des groupements capitalistes qui le financent — mais ne songent pas à le financer indéfiniment sans obtenir de résultats précis — tout le pousse à agir sous peine de se discréditer.

Au moment où commençait, dans les derniers jours d'octobre, l'attaque contre le gouvernement ouvrier de Dresde, d'autres rumeurs significatives circulaient dans « les milieux informés ». On parlait d'un rapprochement entre von Kahr, LuJenddorff et Hitler ; on annonçait la proclamation à Munich d'un gouvernement du Reich... Retenons cette idée, au moment où commence une campagne nationaliste contre Ebert « sous la présidence duquel on ne peut pas se représenter un gouvernement national », écrit la *Deutsche Zeitung*, approuvée par la *Kreuzzeitung* (Gazette de la Croix) et par la *Deutsche Tageszeitung* des agrariens.

Félicitons-nous de cette netteté vigoureuse de l'offensive réactionnaire. Il en faut davantage encore pour secouer la social-démocratie de son invraisemblable torpeur. Le jour où un von Kahr se décidera enfin à passer de la menace à l'action il se peut que toutes les masses ouvrières et une bonne moitié des classes moyennes ruinées, se dressent contre lui, derrière le parti du prolétariat révolutionnaire.

(Un détail, indice de l'impuissance de MM. Stresemann et Gessler vis-à-vis des Bavarois. Un arrêté de M. Gessler, daté du 30 octobre et publié avec 5 jours de retard, vient d'interdire jusqu'à nouvel ordre le *Voelkische Beobachter* « sur tout le territoire du Reich, la Bavière exceptée... »).

Le gâchis financier

Je dirai bien que le « chaos financier est à son comble », mais ce vieux cliché serait inexact : chaque jour, dans le domaine infini de la banqueroute, des nouveaux records sont battus, pour être le lendemain dépassés.

Nous avons, ou nous sommes sur le point d'avoir en circulation dix sortes différentes de papier-monnaie, dont quatre sans valeur réelle, puisque les six autres sont dites à valeur réelle... 1. Le mark-papier, dont le milliard est désormais la plus petite unité ; 2, 3, 4. les marks-papier émis par les villes (les Etats fédéraux, les directeurs de chemins de fer) ; 5. l'emprunt-or (*Goldanleihe*) ou dollar allemand ; 6. le Rentenmark à valeur réelle ; 7. les Bons à valeur réelle, émis par les banques et les firmes commerciales ; 8. 9, 10, le papier à valeur réelle émis par les villes, les Etats, les chemins de fer. Je ne suis pas sûr que ce soit tout.

A qui profite cette variété d'assignats ? A la seule spéculation des financiers, tous devenus véreux. Au seul détriment de qui s'exerce cette fructueuse spéculation ? Au détriment de l'Etat et des masses de travailleurs.

L'emprunt-or est l'objet d'un agiotage scandaleux, rendu plus facile encore par le cours officiel — et artificiel — du dollar à la Bourse de Berlin et par l'insigne maladresse de la Banque du Reich. D'une part, on s'est évertué à donner à l'emprunt-or un cours supérieur à celui du dol-

lar ; de l'autre, on n'a pas su satisfaire les demandes du public à qui la possession de toute valeur étrangère est cependant interdite. Il en est résulté une dépréciation nouvelle du mark-papier — que nous proposerions d'appeler le *mark-salates* — des pertes scandaleuses pour la Reichsbank, des gains scandaleux pour quelques profiteurs. Précisons, d'après le *Vorwaerts* :

Un banquier malin a acheté 2.000 « dollars allemands » au cours de 65 milliards de marks, c'est-à-dire pour 130 trillions. La Reichsbank ne lui en livre les coupures qu'avec un gros retard, au moment où le dollar est à quelques centaines de milliards ; il reste entendu que le banquier paie le *Goldanleihe* le jour de la livraison au cours du jour où il l'a souscrit. La Reichsbank, en échange de ses 2.000 dollars allemand, ne reçoit plus en marks-papier que la valeur de 200 dollars. Le banquier a gagné 1.800 dollars ; la Reichsbank les a perdus. Ces abus sont courant depuis des semaines. Il vient d'être question d'y porter remède en faisant payer l'emprunt-or au cours du jour de la livraison... « Ce scandale, dit l'organe social-démocrate, dépasse de loin celui des crédits en marks-papier... » De plus fort en plus fort, n'est-ce pas ?

Mais l'emprunt-or n'ayant pas de couverture réelle, sera échangé, par la suite, contre des marks-rente. La nouvelle banque d'émission de Rentenmark ouvre, pour cette année, au Reich, un crédit de 900 millions, bien au-dessous des besoins réels de l'Empire. Si les 500 millions de l'emprunt-or doivent être prélevés sur ce crédit, que restera-t-il à l'Etat ? L'emprunt-or ne lui aura valu que des pertes ; le mark-rente ne fera que glisser entre ses mains. L'Etat se sera soumis au contrôle financier du grand capitalisme sans en retirer le moindre profit.

Autre aspect désastreux des choses. Les cours de la Bourse de New-York régularisent en quelque sorte, à Berlin même, ceux de la Bourse noire. A New-York, le 2 novembre, le dollar était coté 1.428 milliards de marks. Le même jour, à Berlin, le dollar et l'emprunt-or valaient officiellement 625 milliards. Le 3 novembre, le dollar vaut, à New-York, 1.219 milliards et à Berlin, 418 milliards seulement. Le cours forcé du mark-papier est décrété au taux de 1 milliard pour 1 pfennig-or. L'Allemagne devient le pays où le dollar peut être acheté à meilleur compte. La spéculation internationale ne va-t-elle pas en profiter largement pour drainer les valeurs réelles restées dans le pays ?

Les prix en Allemagne sont réglés par le cours de la Bourse de New-York, de sorte que la baisse artificielle du dollar, uniquement profitable aux agioteurs internationaux, est acquise aux frais des masses de consommateurs.

La capacité d'achat du pfennig-or a baissé dans des proportions saisissantes. En 1914, un pain de seigle coûtait 14 pfennigs-or ; au 31 octobre 1923, il en coûtait 18 ; de même, le riz a passé de 25 à 32 pf. ; la choucroute, de 8 à 13 pf. ; les haricots, de 20 à 38 pf. ; la viande de bœuf, de 85 à 142 pf. ; la viande de porc, de 75 à 330 pf. ; le lard, de 95 à 464 ; le beurre, de 125 à 181 ; le sucre, de 25 à 40 ; le poisson, de 30 à 90 ; l'œuf, de 7 à 19 ; le charbon (un cent de briquettes), de 100 à 178,5. Ces chiffres nous donnent une mesure simplifiée de la cherté de la vie. Il convient de se rappeler, tandis que des représentants des ouvriers et des patrons discutent (depuis le 31 octobre), sous la présidence du ministre du Travail, Brauns, de la fixation des salaires en valeur-or. La thèse invariable du patronat, c'est qu'il ne saurait

être question d'un retour aux salaires du temps de paix ; « les salaires actuels doivent être proportionnés à l'appauvrissement général ». M. Brauns ajoute qu'ils ne sauraient être payés en valeurs réelles que « dans une certaine mesure » et « dans quelque temps »...

Les effets et les causes

Les Berlinoises ont payé, la semaine écoulée (31 octobre), la livre de saucisson fumé 64 milliards — avec un cours du dollar de 65. Le bourgmestre de Berlin disait cependant, dans une réunion tenue à l'Hôtel de Ville, que « plus de 300.000 ouvriers berlinois sont sans travail ». Un rapport de Mme Weil faisait connaître le dénuement des 12.000 orphelins recueillis et nourris par la ville, dont les asiles ne sont aménagés que pour 4.000 enfants. Il faut souvent faire coucher jusqu'à trois petits abandonnés dans le même lit...

J'ai rencontré un médecin de pauvres, un de ceux qui ont dû, voici quelques mois, se mettre en grève pour obtenir des Caisses de maladie un traitement aussi modeste que possible. — « Depuis la venue de l'automne, m'a-t-il dit, nous observons tous un développement soudain de *maladies de la faim*. La scrofuleuse des nourrissons est de règle dans les quartiers ouvriers. L'hydroisie devient fréquente. Nous voyons reparaître le « mal de la faim » des pires moments de la guerre : la chair se boursouffle, ternit, n'offre plus de résistance au toucher. La carie des os, les entérites, toutes les variétés de tuberculose rennent à la longue l'organisme débilité par l'inanition. Avez-vous remarqué le teint des visages aux environs, par exemple, de la gare de Silésie ? Ce teint grisâtre, jaunâtre, décoloré, met sur les fronts le sceau de la faim. Une alimentation insuffisante en graisses, sucre, viande, épuise toutes les réserves de l'organisme, dont la capacité de travail diminue rapidement. Vous vous étonnez que ce peuple soit lent à s'éveiller à la conscience révolutionnaire ? Songez qu'il est atteint, par la famine, dans ses énergies vitales... »

« Savez-vous ce qui se passe dans les écoles ? Une rapide enquête, faite le 27 octobre, dans 9 arrondissements scolaires de Berlin, a constaté la présence en classe de 470 enfants qui n'avaient rien mangé de la journée ! Les parents ont coutume de prévenir les maîtres : si l'enfant se trouve mal, qu'on n'en soit pas surpris ! Et puis, qu'on lui soit indulgent : il a faim... »

Nous arrivions à Alexanderplatz. — c'est l'une des places les plus fréquentées de Berlin : on ne peut la comparer, à Paris, qu'à la place de la République — devant une longue queue de vieillards, de vieilles femmes, de gens sans âge, d'enfants à pauvres faces vieillottes. « Tenez, voyez ! ils attendent la soupe communale. »

...J'ai payé un journal 10 milliards, et j'y ai trouvé les nouveaux prix : lait, 20 milliards le litre ; gaz et eau, 21 milliards le mètre cube ; tram, 10 milliards ; pain (4 livres), 25 milliards... Mon journal m'a également appris qu'en revanche :

« La fortune de M. Hugo Stinnes était déjà estimée, avant la guerre, à 100 millions de marks-or, et il a pu, comme tous les grands industriels, l'augmenter plusieurs fois pendant la guerre. Les usines Montan et les usines d'Electricité, dont M. Stinnes possède la majorité des actions, ses entreprises de navigation, sa firme de commerce de charbon de Mülheim, sa firme de navigation transatlantique de Hambourg, valent bien chacune une centaine de millions de marks-or. Il faut y ajouter ses participations aux affaires à l'étran-

ger, dans l'industrie minière, les pétroles, la Banque, la navigation ; ses possessions variées en Allemagne même : journaux, imprimeries, fabriques de papier, bois, immeubles, le tout constituant une fortune qui se monte sans doute à des milliards de marks-or et ne pourrait être exprimée en marks-papier que par des nombres astronomiques... La postérité connaîtra seule la vérité sur l'étendue d'une puissance financière qui, dépassant celle des Morgan, des Rockefeller, des Cecil Rhodes, des Harriman, des Carnegie, des Rotschild, des Vanderbilt, atteint des proportions fabuleuses et donne déjà naissance à une sorte de mythe... (1).

La mort d'un peuple, la fin d'une culture : quelle inépuisable source de richesses !

Le suicide de la République allemande va-t-il être consommé pour son cinquième anniversaire ? Des attroupements alarmés en discutent avec passion devant les marchands de journaux. La gazette est trop chère ; on vient lire les manchettes et ce qui se voit, aux devantures, des premières pages. Puis on discute avec le voisin et cela fait de curieux petits meetings en plein air.

Les dernières nouvelles, extrêmement alarmantes, confèrent un ton de panique aux journaux républicains. En Bavière, aux frontières de la Thuringe, en Poméranie, au Mecklenbourg, en Prusse orientale, en Silésie, les forces fascistes mobilisent en vue d'une marche militaire sur Berlin, annoncée pour le 7 novembre. Le gros de l'armée fasciste est concentré aux frontières de la Thuringe sous les ordres du capitaine Erhardt en qui l'on voit « le dictateur de demain ». Erhardt aurait sommé le gouvernement Stresemann de se démettre... L'Ordre Jeune Allemand de l'Allemagne centrale est mobilisé dans la nuit du 3 au 4 novembre. L'Association du Casque d'Acier mobilise ses 5.000 groupes locaux. A Cobourg, quartier général fasciste, on ne voit dans les rues que jeunes gens en uniforme complet portant des brassards blancs, le casque et la carabine. Le capitaine C. L. Faber, correspondant du *Montag Morgen* (radical) sur « ce théâtre des opérations », signale la présence de groupes d'artillerie à Burggrub et de 4.000 fascistes autrichiens à Kronach. « Les fascistes, écrit-il, semblent avoir l'intention de couper, par une attaque brusque vers Eisenach-Erfurt-Weimar, la ligne de Stuttgart, c'est-à-dire l'Allemagne du Sud de l'Allemagne du Nord : ils s'empareraient par la même occasion d'importantes manufactures d'armes ». Ils procèdent, en attendant, à des réquisitions, à des expulsions de juifs (à Cobourg), à des manœuvres et à des revues que passe l'évadé de la Haute-Cour de Leipzig, Erhardt, « devant qui toutes les portes s'ouvrent », dit un autre journaliste.

Le gouvernement est au courant. Compte-t-il sur la Reichswehr ? « Jamais la Reichswehr ne tirera sur la Reichswehr », affirment des nationalistes. D'autre part, les fascistes bavarois semblent n'être pas des irréguliers, et agir avec la sanction de M. von Kahr. La presse radicale demande l'appel de volontaires républicains. Une réunion des jeunes républicains (4 novembre) vient de le décider en principe. M. Sollman, ministre social-démocrate d'hier, y a prononcé de mémorables paroles, doublement mémorables pour un socialiste et pour un ex-ministre de Stresemann : « Si la République meurt, a-t-il dit, ce sera de la lâcheté de ses chefs. » Comme il a raison ! — et comme il s'y connaît !

Ne se mêle-t-il pas à cette lâcheté beaucoup de fourberie ? Aucune mesure n'a été prise ces

(1) Annuaire du District Oderberg. Dortmund, cité par la Gazette de Voss du 4 novembre.

jours derniers contre les fascistes. Mais le *Vorwaerts* fait des « révélations sensationnelles » sur le péril communiste. Brandier, sous le coup d'un mandat d'arrêt, doit se cacher. On dit que toute la Centrale du Parti communiste est recherchée. De nombreuses arrestations de militants, accusés de participer à la formation de centurions ouvrières viennent d'avoir lieu à Berlin. Un rescrit ministériel interdit dans toute l'Allemagne le Congrès des Comités d'Usines...

Ils se complètent

A en croire les apparences, le conflit entre Berlin et Munich, Stresemann et von Kahr, serait insoluble. Ce conflit, en réalité, n'existe guère. M. Stresemann professait, il y a deux ans, les opinions aujourd'hui affirmées avec vigueur par M. von Kahr. Ce sont des *républicains* de même farine, au service de la même classe sociale et faisant, sous deux aspects différents, dans deux milieux différents, une politique sensiblement la même. Ils ne se combattent pas, ils se complètent.

Voici trois mois déjà que dure en Allemagne, chaque jour plus accusée et plus audacieuse, l'offensive générale de la réaction, c'est-à-dire de la grosse industrie et de la grande propriété, contre les classes laborieuses. La réaction a d'abord été tentée de prendre la dictature par un coup de force ; devant les risques de guerre civile, elle a hésité, reculé, permis la reconstitution du cabinet de grande coalition ; une autre voie vers le pouvoir lui est apparue ; elle s'y est engagée et y persévère avec méthode : *il s'agit d'arriver à la dictature sans heurt trop brusque, par d'importantes conquêtes quotidiennes qu'on pourrait appeler légales.*

C'est le but de Stresemann à Berlin et celui de von Kahr à Munich. Derrière tous les deux, il y a, d'ailleurs, les mêmes coffres-forts. Chaque avance du fascisme bavarois permet au chancelier du Reich de faire ressortir à la fois son impuissance à imposer le respect de la démocratie, la débilité de celle-ci et l'insignifiance politique de la social-démocratie.

Chaque reculade de Stresemann encourage, stimule, affermit les réactionnaires de Munich. Les gouvernants de Berlin ont pour tâche manifeste de discréditer le régime républicain, de berner quelque temps encore — juste assez pour le désarmer — le prolétariat, bref de préparer les voies à la dictature de droite, à laquelle les gouvernants de Munich préparent une armée, donnent un centre d'organisation et de rayonnement, confèrent un grand prestige.

Ce jeu est-il conscient ou non ? Dans l'esprit de la majorité des hommes politiques de la droite, on ne peut douter qu'il soit envisagé avec la plus grande lucidité. Les social-démocrates et les partis du centre s'évertuent seuls à ne le point reconnaître. Encore leur est-ce devenu difficile.

La Bavière fasciste a donné la dictature à un monarchiste antisémite, supprimé les organisations et la presse communiste, brimé les social-démocrates, armé au grand jour des centaines de milliers de réactionnaires, saisi une partie de la réserve d'or du Reich, abrogé diverses lois du Reich, rompu avec le « dictateur légal » de Berlin, M. Gessler ; dépossédé le Reich d'une partie de son armée, pris sous sa haute protection et placé à la tête de son armée un général entré en rébellion contre ses supérieurs. Mais, « dans les différends qui ont surgi entre Berlin et Munich, on aurait grand tort de ne voir aucune atteinte à l'or-

dre constitutionnel de la République », disait littéralement une note officieuse, il y a quatre ou cinq jours.

La Saxe, elle, a constitué un gouvernement ouvrier, formé des centurions ouvrières pour la défense de la République... Inadmissible atteinte à la Constitution !

Et la *Germania* (Centre catholique) de remarquer avec ingénuité :

« Le gouvernement saxon, répondant à toutes les exigences formelles de la Constitution, est destitué par celui du Reich, auquel nul paragraphe de la Constitution ne donne le droit d'agir de la sorte. »

Une trahison de plus

Rappelons les faits. Une campagne de presse si mensongère que le Parti démocrate (bourgeois) saxon en dénonce, dans un télégramme à M. Stresemann, le caractère odieux, fait connaître à l'Allemagne que « la terreur communiste » s'installe en Saxe. Ce sont les « nouvelles tartares ». Le général Muller entre en conflit avec M. Zeigner. Bruit de rappel du général Muller. (La Bavière s'insurge contre Berlin, incident von Lossow.) — « Détente en Saxe ».

Cependant, plus de 50.000 hommes de troupes de la Reichswehr et de troupes fascistes envahissent la Saxe. Les premiers assassinats de prolétaires y restent impunis. La social-démocratie de gauche s'avère beaucoup moins résolue, moins combative qu'on ne l'avait cru des deux côtés de la barricade. « Détente avec la Bavière » : Berlin accepte le fait accompli.

Le samedi 28 octobre, ultimatum de Stresemann à Zeigner : le gouvernement ouvrier doit démissionner ou les communistes en sortir dans les 24 heures. Le 29, le cabinet Zeigner refuse de se retirer. Le 30, le Dr Heinze, nommé commissaire de l'Empire pour « l'Etat libre de Saxe », se rend à Dresde. La troupe, musique en tête, occupe les ministères. Des escouades de fantassins, baïonnette au canon, expulsent les ministres ouvriers de leurs cabinets. Zeigner sort du sien entre des fusils chargés, que l'on vient d'armer. Le général Muller interdit la réunion du Landtag. Le gouvernement ouvrier se déclare le seul gouvernement légal : l'Union des Syndicats, les Unions des Fonctionnaires et des Employés, les Partis social-démocrate et communiste lancent des appels pour une grève générale de protestation de trois jours. La diffusion de ces appels est défendue...

Est-ce la grande bataille de classes que nous attendons tous depuis des mois ? 30 octobre...

Le lendemain, l'Allemagne apprend qu'un ministère socialiste de droite (Fellisch) s'est constitué à Dresde. Des social-démocrates ont accepté, des mains de M. Heinze, les portefeuilles brutalement repris à leurs camarades de parti. Ils entrent avec des courbettes devant l'Homme de l'Ordre, dans les ministères encore occupés par la troupe. Des officiers narquois les saluent. La grève générale ne signifie plus rien. Pourquoi ? Pour qui ? Des socialistes ont repris le pouvoir. Presque rien ne s'est passé, voyons ! Le *Vorwaerts* expose qu'on ne pouvait vraiment pas laisser les communistes au pouvoir en Saxe... M. Stresemann a raison. Les communistes ont tous les torts.

La presse de droite s'est exclamée avec la *Deutsche Allgemeine Zeitung* : « Enfin ! » Toute la presse démocratique a condamné le coup de force du chancelier contre la Saxe rouge. Pour avoir blâmé trop sévèrement le « putsch » de M. Stresemann, la *Berliner Volkszeitung* (démocrate) est suspendue.

Le *Vorwaerts*, seul, a estimé qu'on ne pouvait pas mettre en doute la légalité des décisions du citoyen Ebert et de M. Stresemann.

Ce n'est pas qu'il les approuve complètement ; il en est fort marri, au contraire. Les ministres socialistes expliquent qu'ils n'ont souscrit qu'à leur corps défendant aux mesures contre la Saxe ; d'ailleurs, s'ils ne se sont pas retirés, ils ne les ont pas votées non plus... Rien d'équivoque, de déloyal, de piteux, de confus comme les explications de la Centrale du Parti social-démocrate unifié. « Qu'on ne se hâte pas de nous juger... Nous allons délibérer... Nous allons vous expliquer... Nous allons agir... » Ces hommes sentent que la réaction se joue d'eux, les déshonorent. Le coup de poignard qu'ils viennent de porter dans le dos de la révolution allemande a été maladroit : leur parti tout entier a vu le geste criminel et mesuré la profondeur de la plaie...

A cette social-démocratie avilie et aveulée, la bourgeoisie assène le soufflet qu'elle mérite. La *Deutsche Zeitung* de Berlin (30 octobre) écrit :

« La social-démocratie est la plus faible. Elle se courbe jusqu'au sol, dans l'espoir d'éviter le coup. Selon toutes les règles de la tactique, c'est le moment pour l'adversaire de la frapper. Maintenant ce jamais ! » Plus elle s'avilit et plus ses maîtres la méprisent. Plus elle recule et plus elle est en danger. Leçon de choses.

La menace contre la Thuringe

Danger précis, matériel, qui est malheureusement, plus encore que celui de la social-démocratie, celui du prolétariat trahi. La Saxe rouge est une citadelle démantelée. Reste la Thuringe, sur la route de Berlin, entre la Bavière et la capitale rouge de l'Allemagne. La *Correspondance parlementaire socialiste* révèle quel complot militaire se tramé contre la Thuringe, où demeure encore un gouvernement ouvrier.

L'organisation fasciste Bavière et Reich surveille la frontière de Thuringe. A Cobourg, Kronach, Bamberg, le 22 octobre déjà, des formations illégales se concentraient. Hitler et Ehrhardt tenaient leur quartier général à Cobourg. Les unités illégales suivantes s'y trouvaient :

9 compagnies de la Brigade de Marine Ehrhardt, 3 compagnies de troupes de choc du Parti national-socialiste, 3 de l'*Oberland*, une batterie de 4 canons, un train pourvu de 2 stations radiotélégraphiques, divers groupes de l'*Ordre Jeune Allemand*.

Les fantassins portaient le casque. L'ancien duc de Cobourg-Gotha assistait à leurs manœuvres. On apercevait des canons à Fechheim (3 pièces), à Weissenturm (2 pièces), à Burg (2 également). Une division analogue à celle qui occupe Cobourg était concentrée à Kronach. A Bamberg, l'organisation du *Reichsflagge* déployait ses forces ; un parc d'artillerie et de mitrailleuses était installé. On voyait des avions portant la croix gemmée du *fascio*. « Ces troupes sont payées en couronnes autrichiennes et en francs français. » (*Vorwaerts*.)

Elles menacent les régions industrielles de l'Allemagne centrale. Quand le général Muller et les ministres socialistes du cabinet Fellisch auront suffisamment démoralisé et désarmé la Saxe rouge, quand M. Stresemann aura tiré des citoyens Robert Schmidt, Sollmann et Radbruch, tout ce qu'on en peut tirer de vilénies profitables à la bourgeoisie, les bandes de Hitler et d'Ehrhardt, dûment appuyées par la Reichswehr, entreront à leur tour en scène...

Dans la Social-Démocratie :

La vague d'écœurement

Le président socialiste Ebert a fait dissoudre le gouvernement ouvrier de Dresde. Les leaders socialistes Wels et Dittmann ont constitué à Dresde le ministère Fellisch. Les masses du Parti, représentées par leurs fonctionnaires — qui les représentent mal ! — sont écœurées.

L'assemblée des fonctionnaires social-démocrates de Berlin (31 octobre) a été, à cet égard, significative. Une militante, Wurm, y a crié, aux applaudissements de la salle entière, que « si les communistes se trompent, c'est quand même avec la volonté de servir le prolétariat », tandis que d'autres feignent de s'être trompés pour servir la réaction. Un délégué de Freiberg (Saxe) a relaté l'effroyable boucherie du 27 octobre. La *Reichswehr* s'est attaquée à des foules désarmées. Contre les sans-travail, elle a fait donner l'artillerie. Des automobiles blindées, circulant dans des rues calmes, ont répondu à un jet de pierre par un feu de mitrailleuses qui a coûté la vie à 16 personnes. Le feu a été ouvert sur les brancardiers ouvriers qui ramassaient les morts et les blessés : leur fanion a été troué de balles. Au total, 27 morts, 22 cas de blessures graves, 50 autres blessés.

Des voix se sont fait entendre, enfin, pour la première fois si nettes et si fortes en faveur de la guerre civile. A une écrasante majorité, l'assemblée s'est associée à la décision des fonctionnaires social-démocrates de Leipzig, exigeant l'exclusion du citoyen Ebert de la social-démocratie... La brève motion se termine par ces mots : « L'assemblée trouve superflu de motiver cette revendication ».

La Centrale du Parti et sa fraction parlementaire ont pourtant tenté (ce 1^{er} novembre), après de longs débats, au cours desquels il a été constaté que « la social-démocratie est loin d'exercer dans le gouvernement l'influence à laquelle elle a droit (!), un suprême effort pour rester au pouvoir... Les ministres social-démocrates de la bourgeoisie allemande ne garderont leurs portefeuilles que : 1^o si l'état de siège civil est substitué à l'état de siège militaire (Gessler, von Seeckt, Muller, Reinhardt, etc., restent à la tête de la Reichswehr); 2^o si l'on agit avec énergie vis-à-vis de la Bavière (a-t-on jamais fait autre chose ?!); 3^o si la police est seule chargée de maintenir l'ordre en Saxe. (Enfin...) 100 députés social-démocrates sur 130 ont voté cet « ultimatum », tardif et modéré, à M. Stresemann...

L'avalanche

Pendant que ces tristes comédies se jouent sur les tréteaux politiques de Munich, de Berlin et de Dresde, la révolution vient avec le glissement lent, mais sûr, mais formidable d'une avalanche. L'étendue de la faillite financière — et des misères indicibles qu'elle entraîne — le prouve assez.

Dans la deuxième décade d'octobre, les dépenses du Reich se sont élevées à 324.117.027.000.000 de marks : 324 quadrillions. Les revenus, par contre, ont atteint la somme de 2,5 quadrillions (exactement : 2.456.018.405 millions), soit moins de 1 % des dépenses. Au 20 octobre, la dette flottante du Reich se montait à 407 quadrillions... Mais, alors, le dollar ne valait qu'une vingtaine de milliards ; il en vaut 200 aujourd'hui — et je suis *trillionnaire* comme tout le monde, ce qui n'est pas gai, je vous assure... Des billets de banque d'un trillion (!) ont fait leur apparition. On émet, paraît-il, chaque

jour, pour plus de 500 trillions de papier-monnaie. On déplore de n'avoir pu émettre encore le quadrillion quotidien, faute de papier. On imprime aussi, nuit et jour, le nouveau papier à « valeur réelle », l'emprunt-or : 3.000.000 de dollars-or-papier sont déjà mis en circulation ! — et perdent déjà entre 30 et 50 % à la Bourse noire...

D'après l'indice officiel du coût de la vie, l'augmentation générale des prix a atteint, du 22 au 29, le sommet de 349 %. Ces jours derniers, avec un cours officiel du dollar de 65 milliards environ, les prix des vivres et des articles de première nécessité correspondent à un cours du dollar variant entre 200 et 300 milliards. Et la différence était surtout payée par les pauvres gens qui n'ont point de dollars.

Les fruits de la trahison social-démocrate

Il semble qu'on soit en pleine confusion politique mais ce n'est là qu'une apparence, la réaction travaille. Les ministres social-démocrates sortants ne sont pas encore remplacés. La loi de pleins pouvoirs qui ne devait être valable que tant que le cabinet de grande coalition gouvernerait, automatiquement abrogée par les démissions des citoyens Schmidt, Solman et Radbruch, reste en vigueur. On a parlé de compléter le ministère avec des personnalités apolitiques. Puis on a avoué que, cédant aux exigences de la Bavière et de la *Schwerindustrie* M. Stresemann négociait l'entrée dans son ministère des Nationaux-Allemands. Cela équivaudrait à l'institution, légale en apparence, d'une dictature d'extrême droite. Les nationaux allemands posent comme condition l'éviction des social-démocrates du gouvernement prussien et l'attribution à leur parti des portefeuilles les plus importants. De curieux ballons d'essai ont été lancés. On a parlé d'un Directoire à la tête duquel se placerait M. Minow qui vient de démissionner de son emploi de directeur général des entreprises de M. Hugo Stinnes, afin de se consacrer à la politique. Le comte Rewentlow a publié que dans une récente entrevue de M. Hergt, un des chefs nationaux-allemands, avec le général von Seeckt, commandant en chef de la Reichswehr, un accord parfait avait été réalisé. Tout concourt semble-t-il à l'établissement d'une dictature Stinnes, peut-être Stinnes-Ludendorff, à brève échéance.

Arrêtons-nous sur les nombreux indices du coup de force en voie de préparation ou, plus exactement, d'accomplissement. M. von Preger, représentant de la Bavière à Berlin, a fait à un rédacteur de la *Gazette du Soir de Munich et d'Augsbourg*, des déclarations précises sur ce que veut son gouvernement : « Nous restons allemands de toute notre âme. Nous ne songeons pas à nous séparer du Reich. Mais nous voulons en finir avec ce qu'on appelle les conquêtes de la révolution et rétablir l'ordre... » Ce programme politique tient en trois mots : *bavarisation de l'Allemagne*.

M. von Kahr continuant à l'appliquer chez lui a interdit la vente en Bavière des principaux journaux libéraux de Berlin, *Berliner Tageblatt*, *Vossische Zeitung*, *Gazette de Midi*, *Vorwaerts* et aussi de la *Gazette de Francfort* (5 novembre). C'est assez dire comme il entend la liberté de la presse. En Saxe le général Muller l'entend exactement de même : il vient d'interdire la publication de toutes informations autres que les communiqués officiels, sur les cas où la Reichswehr fait usage de ses armes, c'est-à-dire sur les assassinats d'ouvriers. A Zwickau, le même général a interdit une conférence de fonctionnaires social-démocrates.

En Thuringe rouge opère le général Rheinhardt. Et ce qu'il fait serait invraisemblable si les événements récents ne nous avaient habitués, en Allemagne, à toutes les duplicités du gouvernement officiel, à toutes les lâchetés de la social-démocratie qui les tolère et les voile, à toutes les audaces de la réaction armée. Vingt à trente mille volontaires nationalistes bavarois, dont le gouvernement de Munich et le magnat Hugenberg paient la solde, sont massés aux frontières de la Thuringe ouvrière. Le château du duc de Cobourg sert de quartier général officiel à Hitler. Interviewé par un rédacteur du *Berliner Tageblatt* le chef de la police de Cobourg lui a dit qu'on « ne peut plus empêcher l'explosion d'un mouvement national ». Le Comité Central de l'association du *Casque d'Acier* envoie (5 novembre) une adresse à M. Stresemann, l'invitant à instituer une dictature nationale. L'adresse se termine par ces mots : « Agissez pour que d'autres ne soient pas dans la nécessité d'agir ! » Dans les milieux démocratiques bourgeois, dans les milieux catholiques mêmes, l'alarme est grande. Le gouvernement annonce, pour parer à toutes éventualités, l'envoi de troupes de la Reichswehr à la frontière de la Thuringe et de la Bavière. Mais le général Reinhardt auquel les instructions de M. Gessler (d'après le *Vorwaerts* et d'après une lettre du ministre de la Reichswehr, lui-même, rendue publique le 8 novembre) prescrivent de défendre la Thuringe contre une attaque éventuelle des bandes nationaliste fait placarder, dans toutes les villes d'un pays où règne de l'avis de la presse bourgeoise « un ordre exemplaire », qu'il vient y rétablir l'ordre, y faire cesser la terreur rouge, y désarmer les centuries ouvrières ». La défense de la Thuringe devient l'occupation militaire et le désarmement de ce pays ouvrier ! — Par une ordonnance du 5, M. Gessler s'avise cependant de protéger la Reichswehr contre la presse et de réprimer les crimes de lèse-armée.

De fait nous sommes déjà en régime de dictature réactionnaire : il y manque une sanction formelle, assez difficile parce que la classe ouvrière, en posture de vaincue sans avoir combattu, demeure redoutable aux partis gouvernants dont le but est d'intensifier brutalement l'exploitation du travail. On aperçoit désormais les terribles conséquences des trahisons social-démocrates répétées et obstinément continuées (entrée de la social-démocratie dans la Grande Coalition, reconstitution ultérieure du cabinet Stresemann, institution de l'état de siège, vote de la loi des pleins pouvoirs) — et aussi de l'impardonnable défaillance des social-démocrates de gauche qui ont laissé passer le moment de l'offensive ouvrière lors de l'entrée des troupes en Saxe. Maintenant la classe ennemie a pris l'initiative des opérations. Dans la guerre des classes, les batailles qui n'ont pas été livrées — les reculades — peuvent compter pour des défaites et coûter aussi cher que des défaites.

Pogroms à Berlin

Nous avons eu au centre de Berlin, ce 5 novembre, des pogroms authentiques à la manière russe d'autrefois. Cette effarante manifestation de bestialité humaine, que le régime des Soviets a partout, sans effort, rendu impossible, s'est produite dans la capitale de l'Allemagne et a pu s'y prolonger impunément presque toute une journée. Dans une rue voisine de l'Alexanderplatz, un jeune juif, empoigné dans la rue, déshabillé, assommé, s'est sauvé nu sous les clameurs de la foule et n'a dû la vie qu'au courage d'un patron boucher qui l'a caché dans sa boutique dont il a défendu le seuil à coups de hache. Dans une rue

voisine on a, comme à Jitomir sous Nicolas II, jeté par la fenêtre la literie et la vaisselle des familles juives. Cela s'est passé sous les fenêtres du *Polizeipraesidium* et d'une caserne de la police verte. La police n'est intervenue que tardivement, mollement, comme à regret. Un médecin juif (bourgeois, patriote et décoré) a relaté que des officiers de police passant en automobile à côté d'un groupe qui le malmenait lui avaient refusé toute protection effective. Ne croirait-on pas lire une correspondance d'Odessa, datée de 1905 ?

J'ai parcouru, pendant et après les troubles, les quartiers hantés par l'émeute antisémite. J'ai eu l'impression très nette d'une action organisée. J'ai vu les groupes de jeunes « sans travail » antisémites remonter la Friedrichstrasse, manifestement dirigés par les indispensables cyclistes, chargés en Allemagne d'encadrer toutes les manifestations politiques. Depuis des mois, d'ailleurs, la presse nationaliste, *Völkische Beobachter* en tête, prêche « la libération de l'Allemagne du joug juif ». Et des incidents plus abominables encore que ceux de Berlin se sont produits près de Cobourg dans la région occupée par les Bavarois. Au village d'Altenhausen (5 novembre) des nationalistes en uniformes ayant cerné les habitations de quelques familles juives les ont fait comparaître devant une espèce de Conseil de guerre pour condamner la plupart des adultes à être pendus sur-le-champ. Les victimes de cette atroce plaisanterie s'en sont tirées complètement dévalisées, brutalisées, après toute une nuit de cauchemar.

Soulignons que les pogroms ne sont pas le fait des sans-travail, mais d'une minorité très particulière recrutée parmi les sans-travail par les agitateurs nationalistes. Dans les principaux quartiers de Berlin de grandes manifestations spontanées de chômeurs se sont déroulées sans se livrer à des excès d'aucune sorte. Un peu partout, il est vrai qu'on a pillé des boulangeries et des charcuteries. Ces actes ne sont pas à confondre avec ceux des antisémites bien que la police ait tenu à les confondre et annoncé, à la grande satisfaction des boutiquiers l'arrestation de 530 pillards (7 novembre).

...En Allemagne comme il le fut en Russie tsariste l'antisémitisme est le dérivatif nécessaire que le nationalisme offre à la colère des foules inconscientes et à la bestialité des populaces soudoyées dont il a besoin pour tenir la rue et créer l'apparence de mouvements populaires. Contre les pogroms de Berlin la police n'a pas sévi, probablement parce qu'ils faisaient partie de la mise en scène destinée à préparer l'opinion à l'avènement de la dictature de droite.

Par la³banqueroute Vers la dictature capitaliste

Le jour où commencèrent à Berlin les émeutes de la faim et les pogroms, le dollar valait, cours officiel, 420 milliards : le pain bis de trois livres coûtait 140 milliards. C'était évidemment intenable. Le lendemain le gouvernement, payant la différence, abaissait le prix du pain de 80 milliards. Mesure ruineuse, désastreuse comme toutes celles qu'il prend dans le domaine financier. Les 500 millions de l'emprunt-or qui devaient fournir au grand public un moyen d'échange stable ont disparu sans laisser de trace dans la circulation, monopolisés par la haute spéculation. Celle-ci fait des affaires d'or dont on peut esquisser le schéma comme suit :

1. Le financier-spéculateur achète à l'Etat, au

cours nominal, des « dollars allemands » qu'il paye en marks-papier (et qu'il s'arrange souvent pour payer en retard le cinquième ou le dixième de leur valeur officielle). — 2. Il dépose à la Caisse des Prêts de l'Etat ses coupures à valeur réelle et reçoit un crédit en marks-papier, remboursable en marks-papier, avec lequel il recommence les opérations. — 3. Ou encore il vend ses « dollars allemands » dans le commerce privé 5 et 6 fois leur valeur nominale (environ 2 trillions avec un cours officiel de 420 ou 625 milliards). — 4. Avec les marks-papier recouverts il achète au cours nominal de 420 ou 625 milliards des dollars authentiques, américains, qui valent en réalité dans toutes les bourses du monde 7 à 10 fois plus et qu'il s'empresse d'exporter en fraude.

Le résultat de ces opérations variées, multipliées à l'infini, c'est la ruine des petits porteurs, l'exploitation des masses de consommateurs, le vol systématique des richesses de l'Etat.

Les 500 millions de l'emprunt-or étant déjà épuisés le cabinet Stresemann vient de décréter l'émission d'un nouvel emprunt-or, à 6 %, de 300 millions. Valeur fictive, sans couverture d'aucune sorte, destinée à être escamotée comme la première émission. Ces 800 millions de papier « à valeur réelle » que la spéculation aura achevé d'engloutir dans 15 jours sont remboursables en « rente-marks » à venir. De sorte que, avant d'être perçue, la première annuité de crédit en rente-marks accordée au Reich par les corporations capitalistes, et qui est de 900 millions or, va être épuisée.

C'est ce fait qu'il faut mettre en lumière, ainsi que les retards intentionnels apportés à l'émission de marks-rente, car ils expliquent cette folle politique financière. La banqueroute du Reich reste une incomparable source de profits pour les milieux capitalistes et financiers, à la merci desquels elle met en outre l'Etat. Par les voies de la banqueroute de la république démocratique dont ils ne veulent même plus entendre parler (dans les actes officiels du gouvernement il n'est plus question de « défense de la république », mais uniquement de « sauvegarde de l'unité allemande » ces milieux arrivent à la dictature financière, économique et politique.

Près de 90 sortes de papier-monnaie à valeur réelle émis par les Etats, les villes, les Chambres de Commerce, les corporations et les grandes firmes industrielles sont en circulation. Mais les salaires se payent toujours en marks-papier. L'ultimatum de l'Union des Syndicats Allemands à M. Stresemann, ultimatum auquel avait répondu le lancement des petites coupures introuvables de l'emprunt-or, est resté lettre-morte. Mais rien ne peut plus, semble-t-il, troubler la passivité et la lâcheté des grandes organisations social-démocrates.

R. ALBERT.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité.

Le Mois en Russie

(15 Septembre-15 Octobre)

La crise de vente

L'année économique (1^{er} octobre) débute par une crise aiguë d'écoulement. Les produits industriels, tissus, machines agricoles, restent en magasin faute d'acheteurs. La région de Tsaritsyn est privée de sel, alors qu'à quelques dizaines de kilomètres se trouvent les salines de Baskountchak, qui fonctionnent normalement. Par suite, les usines manquent de fonds pour continuer à produire et s'adressent à la Banque d'Etat pour obtenir du crédit. Mais précisément à cette époque la Banque réserve toutes ses disponibilités à une autre entreprise de première importance pour l'Etat : la réalisation de la récolte, l'achat des 150 ou 200 millions de pouds de blé destinés à l'exportation. Malgré la constitution récente à cet effet d'une société mixte russo-anglaise, et par conséquent une certaine participation du capital étranger, le principal apport doit venir de l'Etat russe. Car il est impossible, sans ruiner le tchervonetz, de créditer à la fois l'industrie et le commerce des grains. De là la crise.

Quelles en sont les causes ? La première est la dépréciation des produits agricoles au moment où le paysan les jette sur le marché pour se procurer l'argent liquide dont il a besoin pour payer entre autres une partie de l'impôt. Il ne semble pas que les perspectives d'exportation aient encore corrigé ce mal. Dans les provinces productrices du Sud, le froment qui se vendait encore 86 kopeks or le poud le 1^{er} septembre ne vaut plus que 74 kopeks le 11 octobre, et 54 en Ukraine : le seigle est tombé de 55 à 43, et dans le reste de la Russie de 83 à 75. Avant la guerre le prix normal du froment dans le Sud, et du seigle dans le Nord, était environ d'un rouble. Il est certain que le paysan, qui est le principal client de l'industrie, réduirait ses achats même au cas où les produits manufacturés seraient par eux-mêmes abordables.

Mais ceux-ci, par rapport à la normale, ont doublé et triplé. Le phénomène signalé par Trotsky, au dernier Congrès du Parti communiste, en mars, n'a fait que s'accroître, les deux branches de tenailles représentant les prix des denrées agricoles et ceux des produits manufacturés s'écartent de plus en plus. Si on représente le rapport d'avant-guerre par 0, les premiers sont maintenant à 5, et les seconds à 7. Cette disposition vient en partie de ce que la production rurale atteint les 2/3 ou les 3/4 de la normale, tandis que la production industrielle dans son ensemble n'atteint pas la moitié.

Ainsi le client paysan n'a pas de quoi acheter. D'autre part, dans les villes, le marché est rétréci en général par l'infériorité des salaires en comparaison de la période d'avant-guerre, et en particulier ces derniers mois par les opérations visant à l'assainissement des finances. L'emprunt à lots 6 % est pratiquement transformé en emprunt forcé : l'Etat paye 10 % des salaires de ses ouvriers et employés en titres d'emprunt, les patrons privés sont obligés de faire de même, les « nepmans » de toutes catégories, en versant l'impôt ou en prenant patente, doivent acheter une

quantité correspondante d'obligations, allant jusqu'à 50 %.

Comme l'Etat prête ensuite sur chaque titre (en dehors de ceux qui sont remis aux « nepmans » et portent une estampille spéciale) 60 % de sa valeur et que la bourse libre les achète à peu près au même taux, on peut estimer, dans l'ensemble à 10 % la diminution de la capacité d'achat qui en résulte pour la population.

La raison des hauts prix des produits manufacturés a été cherchée dans le relèvement des salaires qui s'est opéré de janvier à mai. Quelques « économistes » sont partis en guerre sur cette piste. Mais il est prouvé que le rendement du travail a crû plus vite que les salaires. D'autre part, depuis mai, le salaire réel est, sauf dans quelques corporations jusque-là déshéritées comme les cheminots, demeuré stationnaire, avec une légère tendance à diminuer. Dans certains cas, les salaires entrent dans le prix de revient pour moins de 10 %. La cause est donc ailleurs.

Parfois elle se trouve dans la calculation arbitraire des trusts. La poursuite du bénéfice a conduit certains directeurs novices à dépasser toutes bornes. Ainsi le Mossoukno (trust du drap de Moscou) a réalisé cette année 135 % de bénéfices, sur le dos du consommateur. Cette erreur, une fois découverte dans le maquis des bilans, est la plus facile à corriger : il suffit de rapprocher le prix de vente du prix coûtant. Elle n'est malheureusement pas la plus répandue. Il serait facile également de rogner sur les frais somptuaires des conseils d'administration : automobiles, missions de complaisance, tantièmes non justifiés par les résultats de l'exploitation, etc...

Au stade de la production, on signale encore la faible utilisation du matériel : la concentration impitoyable proposée en mars par Trotsky et adoptée par le Congrès n'a pas été réalisée, dit-on, assez énergiquement. Les commissions de révision des trusts sont encore à l'œuvre. Néanmoins il est clair que dans ce domaine la limite sera rapidement atteinte. Pour toutes sortes de raisons politiques et sociales (le chômage est déjà important), il est impossible de pousser la concentration jusqu'au point qui serait techniquement désirable. Déjà dans la région du Nord-Ouest (Petrograd), le nombre des entreprises métallurgiques a été ramené de 248 à 184.

Le mal le plus ordinaire est d'ailleurs à un autre stade, celui de la circulation. Il y a trop d'intermédiaires entre le fabricant et le consommateur. Il y a vice d'organisation dans l'appareil commercial. Trop de trusts prétendent avoir des magasins de vente à eux, avec toutes sortes de représentations locales, au lieu de s'adresser au syndicat, qui, vendant les produits de plusieurs trusts, déduirait pour chacun les frais généraux. Si on prend la coopération, il est clair qu'une marchandise quelconque partant d'une usine doublera ou triplera de prix en arrivant au villageois, si elle a du passer par le Centrosoiouz, le « Goubsoiouz » et le « Raïsoiouz » (unions coopératives de province et de « rayon » du groupe de cantons) avant d'atteindre la coopération primaire.

L'attention est appelée sur tous ces défauts. On travaille à les réparer. En attendant, pour reconstituer d'urgence le capital de roulement, les centres économiques ont déclenché une vague de baisse; le commerce privé suit. La diminution varie de 15 à 40 % selon les articles. En même temps on organise le crédit ouvrier dans des conditions beaucoup plus larges et plus satisfaisantes que l'année dernière, et surtout de façon permanente. Un décret vient d'en préciser les modes. Enfin des commissions révisent les prix de base pour les rapprocher le plus possible du prix coûtant. Déjà une amélioration se fait sentir sur le marché du textile. Le moment est venu de faire un effort héroïque pour résoudre une crise aussi grave économiquement et politiquement. Les mesures prises en feront disparaître les causes pour ainsi dire extérieures; la cause essentielle, qui est le défaut de production, est en voie de guérison, comme on le voit par les résultats de l'année écoulée.

L'année économique 1922-1923

Les quelques chiffres complets actuellement publiés sur l'état de l'industrie pendant l'année économique écoulée concernent principalement les mines de charbon, le naphte et la tourbe. Comme ce sont, en dehors du bois, les sources d'énergie, ces chiffres sont en somme les plus caractéristiques. Or il est facile de constater sur toute la ligne un progrès.

Le Donetz présente une courbe enfin exempte des sautes brusques des années précédentes. Tandis qu'en 1920-21 les chiffres extrêmes de la production brute mensuelle étaient 9 et 33, ils ne sont plus que 27 et 50. En particulier, la crise d'été ne s'est presque pas fait sentir. La cause en est dans la constance relative de l'effectif des abatteurs: 13.000 à 14.500, au lieu de 7.000 par exemple en août 1922. Le Donetz est entré dans une phase de développement régulier. Au total on a retiré 470 millions de pouds de charbon au lieu de 434 en 1921-22. Aussi espère-t-on obtenir dans l'année qui commence 640 millions, selon le programme qui vient d'être élaboré! Le prix de revient, qui est encore de 41 % supérieur à celui de 1913, baissera alors un peu.

Pour la tourbe, le programme a été exécuté dans la proportion de 106 % et il a été extrait, sans compter l'Oural et l'Ukraine, 118 millions de pouds, un peu plus que l'année dernière. La consommation de la tourbe, combustible local, perd de son importance relative à mesure que les combustibles de valeur supérieure sont plus accessibles. Il faut noter surtout ici le perfectionnement technique, le nouveau procédé hydraulique inventé en Russie et supprimant entièrement le dur labeur du tourbier a donné 7.500.000 pouds au lieu de 3 l'année dernière et 1 en 1921.

A Bakou, il a été obtenu 213 millions de pouds de naphte, soit 33 de plus que l'année dernière et 60 de plus qu'en 1921. Il a été foré environ 47.000 mètres, soit 32.000 de plus. En même temps les installations techniques ont été renouvelées, plusieurs exploitations électrifées, la dépense de combustible diminuée. Le programme pour cette année est fixé à 290 millions.

Dans la métallurgie, on voit que l'Oural par exemple a produit, par rapport à 1921-22, 73 % en plus de fonte, 80 % en plus d'acier et 70 % en plus de métal laminé. Il aborde la nouvelle année avec

14 hauts fourneaux, 53 laminoirs et 12 fours Martin en activité au lieu de 6 en octobre 1922.

Le problème économique devient donc un problème d'organisation, de plan: plus on produira, moins les frais généraux se feront sentir sur chaque unité de produit; mais en même temps il faut avoir en vue les possibilités d'écoulement. C'est ainsi qu'on est amené par exemple à arrêter l'essor des mines de Tcherehnikhov en Sibirie orientale et du bassin de Kouznetsv en Sibirie centrale, faute de marché autre que le chemin de fer.

La Russie et la Révolution allemande

L'amélioration de la situation économique est, comme l'a dit Trotsky dans un récent discours, la première condition de l'aide que la Russie doit à l'Allemagne révolutionnaire. Loin d'abandonner ce souci, il faut au contraire l'accroître. La Russie pense avant tout à un concours pacifique, mais effectif, comme le ravitaillement de la nouvelle république soviétiste. Elle espère n'avoir pas besoin de prendre les armes pour cela. D'autre part elle doit interdire aux Etats sur lesquels elle peut avoir une influence directe d'attaquer la révolution allemande: pour cela aussi elle compte que sa diplomatie et la seule présence d'une armée rouge en bon état suffiront. On procède actuellement à la constitution des divisions territoriales et plusieurs classes seront appelées, à des dates échelonnées, pour une période d'instruction. Le tout se passe en ordre parfait. Ainsi la frontière Est du prolétariat allemand sera garantie contre toute agression. Il appartient aux travailleurs d'Occident de rendre impossibles de leur côté les entreprises probables de leurs gouvernements. En Russie, chaque soldat, chaque ouvrier, chaque paysan éclairé est convaincu que la cause de la révolution allemande est la sienne, que son succès ou sa défaite aura son contre-coup infaillible sur son propre sort et il est prêt à la soutenir dans la mesure de ses moyens.

Pierre PASCAL.

Vient de paraître :

ANNUAIRE DU TRAVAIL

Politique, Economique et Social

Un énorme volume de 750 pages
bourré de renseignements
sur le mouvement ouvrier mondial,
la Russie des Soviets
et le monde capitaliste après la guerre.

Prix 25 francs
Franco 27 francs

Librairie de « L'Humanité »
120, rue Lafayette, PARIS (X^e)

9 Novembre 1918 - 9 Novembre 1923

Il y a aujourd'hui cinq ans que l'armée impériale s'écroula, et il apparut à ce moment que la puissance de la bourgeoisie allemande s'écroulait avec elle. L'Empire fit place à la « République socialiste », les commissaires du peuple chassèrent les ministres et le pouvoir tomba aux mains des conseils d'ouvriers et de soldats.

Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui il y a en Allemagne une armée réactionnaire bien équipée, conduite par les mêmes généraux qui furent renversés, voilà cinq ans, par la révolution.

Il n'y a que les forces du Parti communiste qui soient capables de s'opposer à la contre-révolution sanguinaire. Entre ces deux puissances, on ne rencontre que des démocrates tremblants, des petits-bourgeois affolés et de gémissants social-démocrates.

Comment se fait-il que cinq années après le renversement de l'empire nous en soyons arrivés là ? Cette évolution est due à la force que conserve le capitalisme, mais elle a été favorisée par l'attitude de la social-démocratie.

Le Congrès général des conseils d'ouvriers et soldats, qui après le 9 novembre avait en mains tout le pouvoir, le céda volontairement, sur les instances des socialistes, à la « future assemblée nationale démocratique ». Les social-démocrates, pacifistes, étaient adversaires de la dictature qui eût écrasé la bourgeoisie. Mais leur amour de la démocratie et du pacifisme disparaissait quand il s'agissait d'exercer la dictature sur le prolétariat.

Ce sont les socialistes Noske, Ebert et consorts qui dirigèrent les combats contre les ouvriers révolutionnaires, combats dont Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et des milliers de prolétaires furent les victimes.

Les mêmes socialistes n'ont rien fait pour empêcher l'organisation des gardes blanches, sous la conduite des anciens officiers de l'Empire, les Erhardt, les Reinhardt, les Roszbach. Ils les ont même appelés, ces officiers, pour écraser, en 1919, la révolution ouvrière. La Bavière est devenue le repaire des contre-révolutionnaires après que Noske et Hoffmann, au nom de la social-démocratie, eurent fait renverser par les gardes blancs la République des conseils bavaroise. A cette époque, Ebert remercia les assassins des ouvriers de Munich pour « l'héroïsme avec lequel ils avaient défendu la démocratie », de même, il y a quinze jours, il exprimait sa reconnaissance aux massacrés des ouvriers de Hambourg.

On n'en finirait pas si l'on devait énumérer tout ce que fit la social-démocratie, depuis l'assassinat de nos meilleurs dirigeants jusqu'au renversement du gouvernement des travailleurs de Saxe et de Thuringe, pour préparer la voie à la contre-révolution. Contre la bourgeoisie, des mots ; contre le prolétariat, le poing, telle était sa méthode, la méthode de la social-démocratie de tous les pays.

Et aujourd'hui qu'elle a le couteau sur la gorge, qu'elle possède la liste de ses chefs qui seront collés aux murs si la contre-révolution triomphe, que fait la social-démocratie allemande ? Accepte-t-elle la proposition des communistes qui la convient à lutter avec eux ? Non ! Ceux qui il y a cinq ans firent massacrer en masse les travailleurs parce qu'ils réclamaient la dictature contre la bourgeoisie, suppriment maintenant les derniers restes de la démocratie et aident par tous les moyens à établir la dictature des généraux de Guillaume.

Le P.C. d'Allemagne a la tâche énorme de faire front à toutes les forces réactionnaires, qui vont de von Kahr à la social-démocratie, de tenir haut le drapeau de la Révolution prolétarienne et de le mener à la victoire. Il accomplira cette tâche avec l'aide de millions de travailleurs affamés, torturés, trahis. Il aura contre lui, de l'autre côté de la barricade, non seulement les généraux et les gredins de la contre-révolution, mais aussi les Ebert, Noske et consorts.

Le prolétariat allemand payera par des sacrifices immenses de son sang et de ses biens l'erreux d'avoir cru si longtemps en ceux qui le trahissaient. Ce qu'il a laissé échapper en 1918 sur les conseils de ses chefs social-démocrates, il doit le reconquérir aujourd'hui, après cinq années de famine, par son sang et sa sueur, sur la bande des loups de la bourgeoisie, s'il ne veut pas tomber dans un esclavage sans précédent.

Les travailleurs français tireront-ils du sort des socialistes allemands la leçon nécessaire ? Ce qui se passe maintenant en Allemagne sera tôt ou tard à l'ordre du jour chez nous aussi.

R. MAGYAR.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Le Rôle d'une « Gauche » dans un Parti Socialiste

Une caractéristique du régime capitaliste est l'incapacité de la bourgeoisie à évaluer la portée des forces qu'elle met en jeu et qui finalement se tournent contre elle.

Que voyons-nous, en effet ? Elle n'a jamais su prévoir ni empêcher les crises périodiques qui s'abattent sur elle ; elle n'a pas prévu les conséquences de la guerre, etc.

De même, dans les événements d'Allemagne, la bourgeoisie française voit sa politique se tourner contre elle et faire naître les dangers les plus graves.

Presque toute la presse bourgeoise s'effraie et alarme le public en lui parlant d'une revanche allemande en préparation, de la menace bavaroise, d'une Allemagne réunifiée sous une dictature réactionnaire et marchant comme un seul homme contre la France.

Il serait très facile de démontrer, documents en mains, que cette Bavière nationaliste et réactionnaire, c'est la France qui l'a voulue, créée et favorisée.

Pour faire sa politique, la bourgeoisie française a dû forcément s'appuyer sur les éléments fascistes qui sont non seulement réactionnaires et nationalistes, mais par-dessus tout antifrançais et inspirés d'une idée de revanche.

Les intellectuels, les anciens officiers, les petits bourgeois prolétariés qui forment les troupes de choc du fascisme sont persuadés, en effet, que c'est la défaite qui est cause de tous leurs malheurs.

Ils ne vivent qu'avec la pensée d'une revanche capable de rétablir leur situation sociale antérieure.

Si ces éléments arrivent au pouvoir dans toute l'Allemagne, une guerre de revanche dirigée contre la France en sera la conséquence.

Si l'on examine les responsabilités de la situation créée, une lourde part en incombe aux socialistes.

C'est grâce à leur trahison que fut abattu le gouvernement ouvrier saxon qui, seul, pouvait mettre en échec les tentatives belliqueuses d'un nationalisme bavarois.

Tout le monde a encore dans l'esprit l'abjecte campagne des socialistes français contre le Parti communiste allemand ; les communistes allemands, s'alliant aux nationalistes, favorisent la guerre, clamaient le *Populaire* et l'*Egalité*.

Mais des jours ont passé et l'on voit maintenant que le seul élément de paix en Allemagne, c'est le communisme. Et c'est la trahison socialiste en Saxe qui, en laissant les mains libres aux meneurs réactionnaires, apporte avec elle la lourde menace de conflits sanglants.

Les événements de Saxe ont contribué à mettre en lumière le rôle que joue dans un parti socialiste une opposition dite de gauche.

Une opposition de gauche, dans un parti social-démocrate, n'est pas un phénomène spécifiquement saxon ni même allemand. Partout où il y a un parti social-démocrate fort existe dans son sein une opposition dite de gauche.

Cette opposition de « gauche » est absolument indispensable à l'existence même d'un parti social-démocrate.

En effet, lorsque les chefs d'un parti socialiste se commettent trop avec les partis bourgeois ou trahissent d'une façon par trop ouverte, lorsque la situation devient révolutionnaire, les ouvriers protestent et veulent quitter le parti.

Alors interviennent les professionnels de l'opposition de gauche qui disent : « Vous voulez quitter le parti, c'est une grave faute, venez plutôt travailler avec nous. Nous allons conquérir la majorité du parti et le remettre dans la « bonne voie ».

Une fois le moment dangereux passé et le parti sauvé de la désagrégation, les chefs de l'opposition font une pirouette et tout rentre dans l'ordre.

Si les partis socialistes ne présentaient pas d'opposition de gauche, il y a longtemps qu'ils auraient perdu toute influence sur la masse.

Tout parti socialiste est comme le dieu Janus, à deux faces : l'une souriante et tournée vers la bourgeoisie, c'est la droite qui dans le parti se trouve toujours au pouvoir ; l'autre, menaçante, avec des mines révolutionnaires, c'est l'opposition de gauche. C'est cette face-là qu'on montre aux ouvriers.

Lorsque les ouvriers accusent les socialistes de pactiser avec la bourgeoisie, la gauche répond : ce n'est pas nous, c'est notre droite.

Lorsque les partis bourgeois accusent les socialistes de « démagogie révolutionnaire », la direction du parti répond : ce n'est pas nous, c'est cette pauvre opposition de gauche.

Nous ne parlons pas ici de la masse ouvrière qui est toujours sincère, mais les chefs de droite et les chefs de gauche se valent : les uns comme les autres tremblent devant la Révolution et essaient d'empêcher son avènement par tous les moyens. Ceux de gauche étant peut-être plus dangereux que ceux de droite parce que plus hypocrites et arrivant par là à surprendre plus facilement la bonne foi des masses ouvrières.

Mais la trahison de la gauche socialiste en Allemagne peut retarder le triomphe de la Révolution, mais non pas l'empêcher. La social-démocratie se décompose et rien ne saura plus la galvaniser.

Cette décomposition sert de prélude à celle de la 2^e Internationale tout entière.

Chaque ouvrier allemand voit maintenant qu'il n'y a que deux issues : le fascisme ou le communisme, et c'est en celui-ci qu'il voit son seul espoir.

J. DURET.

L'Amour dans la Société Nouvelle

(Lettre à la Jeunesse laborieuse)

Nous publions ici le 2^e chapitre de l'intéressant article d'Alexandre Kollontai (voir le numéro précédent du Bulletin). Avec le 3^e et dernier chapitre qui paraîtra dans le prochain numéro, l'étude de notre camarade sera complètement publiée. Nous donnerons alors la parole à ceux de nos lecteurs qui auront quelque chose de vraiment intéressant à dire sur la question, comme l'a fait la revue de Moscou qui a publié l'original.

Un peu d'histoire

L'humanité a commencé à régler non seulement les relations sexuelles, mais aussi le sentiment même de l'amour depuis les temps les plus reculés de notre histoire sociale.

Sous le patriarcat, la suprême vertu au point de vue de la morale était l'amour déterminé par les liens du sang. En ces temps-là, la famille ou la tribu aurait désapprouvé une femme qui se serait sacrifiée pour le mari qu'elle aime, mais elle accordait, au contraire, la plus haute valeur aux sentiments amoureux à l'égard du frère ou de la sœur. D'après les anciens Grecs, Antigone enterre les corps de ses frères tués, en risquant sa propre vie, et cet exploit l'élève au rang d'une héroïne aux yeux de ses contemporains. Un tel acte de la part d'une sœur (non de la femme) aurait été qualifié de « bizarre » dans la société bourgeoise d'aujourd'hui.

Au temps de la domination du patriarcat et de la création des formes primitives de l'Etat, c'est l'amitié entre deux individus d'une même tribu qui était considérée comme la forme d'amour la plus normale. Il était alors très important pour la collectivité, ayant à peine passé la phase de l'organisation purement familiale, et faible au point de vue social, de lier entre eux tous ses membres par des liens du cœur et de l'esprit. Les émotions psychiques répondant le mieux à ce but n'étaient point fournies par l'amour sexuel, mais par l'amour-amitié. Les intérêts de la collectivité de cette époque exigeaient la croissance et l'accumulation dans l'humanité des liens psychiques non entre le couple uni par le mariage, mais entre les individus de la même tribu, entre les organisateurs et les défenseurs de la tribu et de l'Etat (il s'agit ici, évidemment, des hommes ; quant à l'amitié entre les femmes, il n'en était point question en ce temps-là ; la femme ne représentait point un facteur social).

On chantait les vertus de l'amour-amitié et on le plaçait bien au-dessus de l'amour entre époux.

Castor et Pollux sont devenus célèbres non par leurs exploits et leurs services rendus à la patrie, mais par leur fidélité l'un à l'autre, leur amitié indissoluble. L'« amitié » (ou son apparence) obligeait le mari aimant sa femme à céder sa couche de mari à l'amie préférée ou à l'hôte avec lequel il fallait se lier d'« amitié ».

L'amitié, « la fidélité à l'ami jusqu'à la mort », était considérée dans le monde antique comme une vertu civique. Par contre, l'amour dans le sens contemporain du mot ne jouait aucun rôle et n'attirait point l'attention des poètes ou des dramaturges de cette époque. L'idéologie qui dominait alors faisait entrer l'amour dans le cadre des sentiments exclusivement personnels avec lesquels la société n'avait pas à compter ; en ce temps-là, en concluant le mariage, on ne se souciait que des avantages matériels qu'il pouvait procurer et l'amour n'était point pris en considération. On lui réservait exactement la même place qu'occupaient d'autres distractions ; c'était un luxe que pouvait se permettre un citoyen ayant rempli tous ses devoirs à l'égard de l'Etat.

Le « savoir aimer », qualité tant appréciée par l'idéologie bourgeoise, pour autant que l'amour ne sorte pas du cadre de la morale bourgeoise, n'entrait pas en ligne de compte dans le monde ancien lorsqu'on déterminait les « vertus » et les qualités de l'homme. On n'apprenait, dans l'antiquité, que le sentiment de l'amitié. L'homme qui accomplissait des exploits et risquait sa vie pour l'ami était célébré à l'égal d'un héros et son acte considéré comme une expression de la « vertu morale ». Par contre, l'homme risquant sa vie pour la femme qu'il aime n'encourait que la désapprobation générale, quelquefois même le mépris. Les écrits anciens qualifient d'erreur les amours de Paris et de la belle Hélène, qui ont entraîné la guerre de Troie, guerre dont le « malheur » de tous fut la conséquence.

Le monde antique ne voyait que dans l'amitié les sentiments capables de consolider, entre les individus d'une même tribu, les liens spirituels qui rendaient plus stable l'organisme social, encore faible à cette époque. Par contre, plus tard, l'amitié cesse d'être considérée comme une vertu morale.

Dans la société bourgeoise, bâtie sur des principes d'individualisme, de concurrence effrénée et d'émulation, il n'y a point de place pour l'amitié, en tant que facteur moral. Le siècle capitaliste considère l'amitié comme une manifestation de « sentimentalité » et comme une faiblesse d'esprit complètement inutile, nuisible même pour l'accomplissement des tâches bourgeoises de classe. L'amitié devient un objet de raillerie. Castor et

Pollux n'auraient provoqué qu'un sourire condescendant dans le New-York ou le London City d'aujourd'hui. Et la société féodale non plus ne reconnaissait pas que le sentiment d'amitié fût une qualité à développer et à encourager chez les hommes.

La domination féodale était fondée sur la stricte observation des intérêts des familles nobles. La vertu était moins déterminée par les rapports des membres de la société d'alors entre eux que par les devoirs d'un membre de la famille envers celle-ci et ses traditions. Le mariage était entièrement dominé par les intérêts de la famille et le jeune homme (la jeune fille n'ayant pas voix au chapitre) qui se choisissait une femme à l'encontre de ces intérêts encourait le blâme le plus sévère. Aux temps de la féodalité, il ne convenait pas de placer les sentiments personnels au-dessus des intérêts de la famille, et celui qui n'en tenait pas compte était regardé comme un « paria ». D'après les idées de la société féodale, l'amour et le mariage ne devaient guère être une seule et même chose.

Néanmoins, c'est au temps de la féodalité que le sentiment d'amour entre les êtres de sexe différent acquit, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, un certain droit de cité. A première vue, il semble étrange que l'amour ait été reconnu en ce temps d'ascétisme, de mœurs brutales et cruelles, de violence et de règne du droit d'empiètement. Mais, si l'on regarde de plus près les causes qui ont provoqué la reconnaissance de l'amour comme un phénomène social non seulement légitime, mais même désirable, il apparaîtra clairement par quoi cette reconnaissance était déterminée.

L'amour — dans certains cas et avec le concours de certaines circonstances — peut pousser l'homme amoureux à accomplir des actes dont il serait incapable dans un autre état d'esprit. Cependant, la chevalerie exigeait de chacun de ses membres de hautes vertus, d'ailleurs strictement personnelles, dans le domaine militaire, comme l'intrépidité, la bravoure, l'endurance, etc... A cette époque, ce n'est pas tant l'organisation de l'armée que les qualités individuelles des combattants qui décidaient du sort des batailles. Le chevalier, amoureux de son inaccessible « dame de cœur », accomplissait plus facilement des « miracles de bravoure », triomphait plus facilement dans les tournois, sacrifiait plus aisément sa vie au nom de sa belle. Le chevalier amoureux était possédé par le désir de « se distinguer », afin de gagner, par ce moyen, les bonnes grâces de son aimée.

L'idéologie chevaleresque a tenu compte de ce fait, et tout en reconnaissant que l'amour entraînait chez l'homme un état psychologique utile aux tâches de classe de la caste féodale, elle lui a donné néanmoins un cadre bien déterminé. En ce temps-là, l'amour des époux n'était pas apprécié ni chanté par les poètes ; ce n'est pas sur lui que reposait la famille vivant dans les châteaux-forts. L'amour, en tant que facteur social, n'était senti que quand il s'agissait des sentiments amoureux du chevalier envers la femme d'autrui, sentiments qui lui faisaient accomplir des exploits. D'autant

plus inaccessible était la femme élue, d'autant plus le chevalier devait-il chercher à gagner ses bonnes grâces en déployant des vertus et des qualités appréciées dans son monde (intrépidité, endurance, ténacité, bravoure, etc.).

D'ordinaire, les chevaliers se choisissaient une « dame de cœur » parmi les femmes les moins accessibles. C'était, le plus souvent, la femme du suzerain, quelquefois la reine. Seul un tel « amour spirituel », l'amour sans satisfactions charnelles, qui poussait le chevalier aux exploits héroïques (1) et le forçait à accomplir des miracles de bravoure, était cité en exemple et considéré comme une « vertu ». Les chevaliers ne choisissaient jamais l'objet de leur adoration parmi les jeunes filles. Quelque haut placée que fût une jeune fille, l'amour que le chevalier éprouvait pour elle pouvait conduire au mariage ; alors disparaissait inévitablement le moteur psychologique qui le poussait aux exploits. C'est cela que n'admettait pas la morale féodale. De là vient que l'idéal d'ascétisme (d'abstinence sexuelle) voisinait avec l'élévation du sentiment amoureux au rang d'une vertu morale. Dans leur zèle de purifier l'amour de tout ce qui était charnel, « coupable », de le transformer en un sentiment abstrait, les chevaliers venaient à de monstrueuses perversions ; ils choisissaient comme « dame de cœur » une femme qu'ils n'avaient jamais vue, ils s'inscrivaient dans les amoureux de la « vierge Marie »... (On ne saurait aller plus loin.)

L'idéologie féodale voyait avant tout dans l'amour un stimulant qui renforçait les qualités nécessaires aux chevaliers ; « l'amour spirituel », l'adoration par le chevalier de sa dame de cœur servaient les intérêts de la caste féodale. C'est cette considération qui déterminait, lors de l'épanouissement de la féodalité, l'idée qu'on se faisait de l'amour. Un chevalier, qui n'aurait pas hésité à cloîtriser ou même à tuer sa femme pour une trahison charnelle, pour « l'adultère », était extrêmement flatté lorsqu'un autre chevalier la choisissait comme « dame de cœur » et ne l'empêchait pas de se constituer une cour d'« amis spirituels ».

Mais tout en chantant et élevant l'amour spirituel, la morale féodale chevaleresque n'exigeait point du tout que l'amour règne dans les relations sexuelles matrimoniales ou autres. L'amour était une chose, et le mariage en était une autre. L'idéologie féodale distinguait entre ces deux notions (2). Elles ne furent unies dans la suite que par la morale de la classe bourgeoise qui prit son essor dans les quatorzième et quinzième siècles. C'est pourquoi, au temps du moyen âge, à côté des sentiments amoureux élevés et raffinés, nous nous heurtons à une telle brutalité de mœurs dans le domaine des relations sexuelles. Les relations sexuelles, en dehors du mariage, de même que dans le mariage le plus légitime, privées du

(1) Evidemment, dans la majorité des cas, ce qui poussait le chevalier ce n'était point l'amour platonique mais la soif de pillage et du butin. — N. D. L. R.

(2) Au XII^e siècle, sur l'initiative des femmes des chevaliers et des chevaliers eux-mêmes, dont la conduite commençait à se trouver souvent en contradiction avec la morale dominante, on en vint à organiser ce

sentiment d'amour capable de les transfigurer, se ramenaient à un simple acte physiologique.

L'Eglise avait l'air d'anathématiser la débauche, mais en réalité, tout en encourageant en paroles l'« amour spirituel », elle patronait les relations bestiales entre les sexes. Le chevalier qui ne quittait pas l'emblème de la dame de son cœur, qui composait en son honneur les vers les plus tendres, qui risquait sa vie pour mériter simplement un sourire d'elle, violait tranquillement une jeune fille de la ville ou ordonnait à son gérant de faire venir au château les plus jolies paysannes d'alentour, simplement pour se distraire. De leur côté, les femmes des chevaliers ne manquaient pas l'occasion de goûter aux joies charnelles à l'insu du mari avec les troubadours ou les pages, quelquefois même elles ne refusaient pas leurs caresses à des valets qui leur plaisaient, malgré tout leur mépris pour la « valetaille ».

Avec l'affaiblissement de la féodalité et la création de nouvelles conditions de vie dictées par les intérêts de la bourgeoisie naissante, un nouvel idéal moral de rapports entre les sexes se forme peu à peu. Rejetant l'idéal « d'amour spirituel », la bourgeoisie prend la défense des droits de la chair si foulés aux pieds, et apporte en amour la fusion du principe physique et du principe spirituel.

D'après la morale bourgeoise on ne peut guère, à l'instar de la caste chevaleresque, distinguer entre l'amour et le mariage ; au contraire, le mariage devait être déterminé par l'inclination réciproque des époux. Il est évident qu'en pratique et pour des calculs matériels, la bourgeoisie violait souvent ce commandement moral, mais la reconnaissance même de l'amour comme fondement du mariage avait de solides raisons de classe.

Sous le régime féodal, la famille était cimentée à la base par les traditions de la noblesse. Le mariage était en fait indissoluble ; sur le couple marié pesaient les commandements de l'Eglise, l'autorité illimitée des chefs de famille, l'ascendant des traditions, la volonté du suzerain.

La famille bourgeoise se formait dans d'autres conditions ; sa base n'était point la possession des richesses patrimoniales, mais l'accumulation du capital. La famille était alors la gardienne vivante des richesses ; mais pour que l'accumulation s'accomplisse plus rapidement, il était important pour la classe bourgeoise que le bien acquis par le mari et le père soit dépensé avec « économie » et d'une façon intelligente ; il fallait que

qu'on appelait des « tribunaux d'amour » où les « femmes » étaient les juges.

Dans un des jugements concernant la question de savoir si le véritable amour peut exister dans le mariage, le « tribunal d'amour » adopta la décision suivante : « Nous ici présents, trouvons et affirmons que l'amour ne peut étendre ses droits à deux êtres unis par le mariage. Deux amants se donnent librement tout ce qu'ils possèdent sans y être contraints par aucune considération ni par la nécessité ; les époux, au contraire, étant liés par la maison, sont forcés de subordonner la volonté de l'un à celle de l'autre, et ne se rien refuser réciproquement en vertu de ce seul fait. Que cette décision adoptée après une mûre réflexion et exprimant l'opinion d'un grand nombre de nobles dames soit reconnue comme une vérité établie et indiscutable ».

(Décision du tribunal en date du 3 mai 1174)

la femme soit non seulement une « bonne maîtresse de maison », mais aussi l'amie et l'auxiliaire du mari.

Avec l'établissement des rapports capitalistes, seule la famille dans laquelle il y avait collaboration étroite entre tous les membres intéressés à l'accumulation des richesses, avait des assises solides. Mais la collaboration pouvait être réalisée d'autant mieux qu'il y avait plus de liens de cœur et d'esprit pour unir les époux entre eux et les enfants aux parents.

La nouvelle structure économique de cette époque — à partir de la fin du quatorzième et du début du quinzième siècle — donne naissance à la nouvelle idéologie. Les notions d'amour et de mariage changent peu à peu d'aspect. Le réformateur religieux Luther, et avec lui tous les penseurs et hommes d'action de la Renaissance et de la Réforme (15^e-16^e siècles) mesuraient très bien la force sociale que renfermait le sentiment de l'amour. Sachant que pour la solidité de la famille — unité économique à la base du régime bourgeois — il fallait l'union intime de tous ses membres, les idéologues révolutionnaires de la bourgeoisie naissante proclamèrent un nouvel idéal moral de l'amour : l'amour qui unit les deux principes.

Les réformateurs d'alors raillaient impitoyablement « l'amour spirituel » des chevaliers qui obligeaient le chevalier amoureux à se morfondre dans ses aspirations amoureuses sans espoir de les satisfaire. Les idéologues bourgeois, les hommes de la Réforme reconnurent la légitimité des saines exigences de la chair. Le monde féodal divisait l'amour en simple acte sexuel (rapports sexuels dans le mariage ou dans le concubinage) et en sentiment « élevé » platonique (l'amour qu'éprouvait le chevalier pour sa dame de cœur).

L'idéal moral de la classe bourgeoise faisait entrer dans la notion de l'amour aussi bien la saine attraction charnelle des sexes que l'attachement psychique. L'idéal féodal distinguait entre le mariage et l'amour. La bourgeoisie liait ces deux notions. Pour elle la notion de l'amour et celle du mariage étaient d'égale valeur.

Evidemment, en pratique, la bourgeoisie violait son propre idéal, mais alors qu'à l'époque féodale on ne soulevait même pas la question d'inclination mutuelle, la morale bourgeoise exigeait que, même dans le cas où le mariage se concluait pour des raisons purement matérielles, les époux aient l'air de s'aimer.

Les préjugés de la féodalité quant à l'amour et au mariage ont survécu jusqu'à notre époque et se sont accommodés pendant des siècles de la moralité bourgeoise. Aujourd'hui encore, les membres des familles couronnées et la haute aristocratie qui les entoure professent ces conceptions. Dans ces milieux-là on trouve « ridicule » et choquant un mariage d'inclination. Les jeunes princes et princesses doivent encore se soumettre à la tyrannie des traditions de la race et des calculs politiques et unir leur vie avec un être qu'ils n'aiment pas. L'histoire connaît beaucoup de drames semblables à celui du malheureux fils de Louis XV qui allait à son mariage secret malgré la douleur qu'il éprouvait de la mort de sa première femme ardemment aimée.

La subordination du mariage à ces considérations existe également chez les paysans. La famille paysanne se distingue en cela de la famille bourgeoise de la ville ; elle est avant tout une unité économique de travail. Les intérêts économiques dominent tellement la famille paysanne que les liens psychiques y jouent un rôle tout à fait secondaire. Dans une famille d'artisans du moyen âge, il n'était point non plus question d'amour lorsqu'on concluait un mariage. Au temps des corporations d'artisans, la famille était aussi une unité de production et reposait sur un principe économique de travail. L'idéal d'amour dans le mariage ne commence à apparaître chez la classe bourgeoise qu'au moment où la famille cesse peu à peu d'être unité de production pour devenir unité de consommation et gardienne du capital accumulé.

Mais, tout en proclamant le droit des « deux cœurs aimants » à s'unir, même à l'encontre des traditions de la famille, tout en raillant « l'amour spirituel » et l'ascétisme, tout en affirmant que l'amour est la base du mariage, la morale bourgeoise lui traça néanmoins d'étroites limites. L'amour n'était légitime que dans le mariage ; ailleurs, il était considéré comme immoral. Un tel idéal était dicté par des considérations économiques : il s'agissait d'empêcher la dispersion du capital parmi les enfants collatéraux. Toute la morale bourgeoise avait pour fonction de contribuer à la concentration du capital. L'idéal d'amour était constitué par le couple marié s'appliquant à augmenter le bien-être et les richesses du noyau familial isolé du reste de la société. Là où se heurtaient les intérêts de la famille et de la société, la morale bourgeoise décidait en faveur de la famille. (Par exemple : la concubinance non du droit, mais la morale bourgeoise, à l'égard des déserteurs, la justification morale d'un administrateur délégué ruinant, pour augmenter le bien-être de sa famille, les actionnaires qui lui avaient confié leurs fonds, etc.) (1) Avec l'esprit utilitaire qui lui est propre, la bourgeoisie cherchait à tirer profit de l'amour en faisant de ce sentiment un moyen de consolider les liens de la famille.

Il va de soi que le sentiment d'amour se trouvait bien à l'étroit dans les limites que l'idéologie bourgeoise lui avait tracées. Les « conflits d'amour » naissaient et se multipliaient à l'infini, et ils trouvèrent leur expression dans le nouveau genre littéraire que la classe bourgeoise fit naître, dans les romans. L'amour sortait constamment des limites matrimoniales sous forme de liaisons libres ou d'adultère, que la morale bourgeoise condamnait, mais qui fleurissait en pratique.

L'idéal bourgeois de l'amour ne correspond pas aux besoins de la couche la plus nombreuse de la population — aux besoins de la classe ouvrière. Il ne correspond pas non plus au genre de vie des travailleurs intellectuels. De là cet m-

térêt, dans les pays au capitalisme très développé, pour les problèmes du sexe et de l'amour : de là ces recherches passionnées pour résoudre cette question angoissante qui date de plusieurs siècles : comment établir les rapports entre les sexes de façon à augmenter la totalité du bonheur humain, sans nuire aux intérêts de la collectivité ?

La même question se pose actuellement aussi à la jeunesse laborieuse de Russie. Un coup d'œil rapide sur l'évolution des relations matrimoniales et d'amour vous aidera, mon jeune camarade, à vous pénétrer de cette vérité que l'amour n'est point une « affaire privée », comme cela semble à première vue. L'amour est un précieux facteur social et psychique que l'humanité manie instinctivement dans les intérêts de la collectivité durant toute son histoire. Il appartient à l'humanité laborieuse, armée de la méthode scientifique du marxisme et mettant à profit l'expérience du passé, de comprendre quelle place, dans les relations sociales, la nouvelle humanité doit réserver à l'amour. Quel est donc l'idéal d'amour qui répond aux intérêts de la classe qui lutte pour sa domination ?

Alexandra KOLLONTAI.

Œuvres de Lénine

Tout militant responsable doit non seulement lire, mais étudier les écrits de Lénine, le plus grand théoricien et le plus grand praticien contemporain de la Révolution prolétarienne. Qui ne connaît pas les œuvres de Lénine ne peut jouer un rôle efficace dans le mouvement ouvrier.

L'Etat et la Révolution

Prix 4 »

L'Impérialisme

Prix 3 50

La Révolution prolétarienne

Prix 4 »

La Maladie infantile

du Communisme

Prix 4 »

Les prix sont à la portée de tous les militants. La librairie de l'**Humanité** ne fait pas « des affaires », mais de la propagande et de l'éducation communistes et révolutionnaires.

VISITEZ

la Librairie, 120, rue Lafayette, PARIS.

Entrée libre.

(1) Il s'agit, bien entendu, d'exemples pris en Russie. — N. d. l. R.

Pendant le Séisme au Japon

Ce que la grande presse n'a pas dit

Pendant le terrible séisme qui mit, dans les premiers jours de septembre, en péril l'existence même du peuple japonais, un vaste mouvement de sympathie et de solidarité humaine naquit dans tous les pays. Partout, spontanément, des associations se formèrent pour venir en aide aux millions de sinistrés de Tokio et de Yokohama. Devant le cataclysme, des gens bien intentionnés formulèrent l'espoir que les discordes sociales allaient cesser ou s'atténuer... Nul, même parmi nous, communistes, ne prévint que le premier effet, l'effet le plus immédiat, du cataclysme serait de déchaîner la haine des classes dirigeantes du Japon contre tout ce qui travaille, pense à l'avenir, invoque les grands noms du socialisme, du communisme ou de l'anarchie...

Nous recevons pourtant de Moscou, du camarade Moussine, collaborateur des *Izvestia*, une documentation accablante sur les crimes commis par les gouvernants japonais pendant le séisme.

A peine le sol avait-il cessé de trembler qu'on trait déjà dans les décombres des villes détruites sur des foules d'ouvriers sans gîte, ni pain, ni espoir. Le gouvernement appelait cela réprimer une insurrection de coréens !

Le théoricien du communisme japonais, vieil écrivain universellement respecté, était assassiné au cours d'une invraisemblable « tentative » d'évasion.

L'anarchiste-syndicaliste connu Osugi était égaré avec toute sa famille. Le capitaine de gendarmerie Amakaza, responsable direct de ces deux assassinats, a déclaré avec un cynisme dont on reste confondu :

« — Craignant le renouvellement des troubles je décidai d'en finir avec Sakai et Osugi. J'envisageai la nécessité d'une exécution en masse de socialistes, car il me paraissait certain que les ennemis de l'Etat allaient tirer parti du chaos... »

Dans la nuit du 4 septembre, la soldatesque exécutait ainsi 20 prisonniers politiques (dont 9 étaient des communistes connus).

D'après l'organe bourgeois *Asahi*, la « police volontaire » de Tokio fusilla, le 2 septembre, une centaine d'ouvriers sinistrés soupçonnés d'être des « agitateurs » rouges. Un autre journal, le *Dzidan*, annonce l'arrestation à Tokio de 75 « émeutiers rouges ». A Horishawa tout un groupe nombreux de syndicalistes a été fusillé dans un poste de police. Dans l'arrondissement de Koumeido (près Tokio) 14 socialistes ont été tués et 400 arrêtés, d'après un rapport officiel de la police. A Houmma, on signale 14 arrestations de communistes ; à Mayebashi, 30. Nous n'avons que des informations partielles.

La catastrophe elle-même a surtout frappé la classe ouvrière. L'Adzabu, quartier aristocratique de Tokio n'a eu à déplorer que 26 morts ; dans 11 quartiers aisés de la capitale le nombre total

des victimes s'est élevé à 2.000. Mais le 12 septembre on avait déjà incinéré dans les déblais des quartiers populeux plus de 50.000 cadavres.

Les quartiers populeux de Tokio et Yokohama, peuplés d'ouvriers, mal construits et surpeuplés, ont été complètement détruits par l'incendie.

Le gouvernement japonais a livré à des grandes firmes capitalistes Mi-tsui, Mitsubishi, etc., le monopole de la reconstruction. Les ouvriers qui y travaillent subissent le double joug du gouvernement assassin de socialistes et du patronat.

La presse bourgeoise et réformiste a fourni à son public quantité d'horribles détails sur le tremblement de terre de Tokio-Yokohama. Sur ces faits, attestant la panique et la férocité de la bourgeoisie niponne, elle a fait, unanimement le silence.

MOUSSINE.

**

La bourgeoisie japonaise réprime...

Depuis le tremblement de terre qui a bouleversé la vie japonaise le gouvernement de Tokio n'a fait que poursuivre avec plus d'acharnement et de dureté ses mesures de répression antiouvrière. Elles accroissent et de beaucoup les souffrances des ouvriers auxquels les conséquences du cataclysme infligent de grandes privations.

Mais il faut relever que la politique du gouvernement japonais produit des résultats contraires à ses visées. L'assassinat de Sakai, les fusillades d'affamés, les arrestations et les sévices ont eu pour effet la disparition des syndicats les plus faibles ; la puissance des grands syndicats révolutionnaires, celle par exemple de la Fédération Ouvrière japonaise (You-ai-kai), augmente parallèlement. La répression pousse même les leaders de la droite du mouvement syndical à des attitudes révolutionnaires. Boundzi-Soudzouki, le signataire de l'appel du Comité japonais du Secours Ouvrier a toujours été un réformiste ; sa voix est écoutée dans le mouvement ouvrier et dans les unions paysannes. Nous voyons aujourd'hui par son attitude à la tête du Comité japonais du Secours ouvrier combien il est allé à gauche. Le Comité n'agit pas seulement dans les masses ouvrières, son activité s'étend aux masses paysannes surtout aux organisations dirigées par des amis de Boundzi-Soudzouki ; tels que Kagasa.

Les attributions du Comité japonais de Secours Ouvrier sont : la réunion de fonds dans les régions du Japon qui n'ont pas souffert des tremblements de terre ; la répartition immédiate de ces fonds parmi les sinistrés ouvriers et les paysans pauvres. Les sommes qu'on pourra recueillir dans les organisations ouvrières japonaises ne seront pas bien grandes ; mais l'étranger nous viendra sans nul doute en aide.

Nos camarades de l'étranger devraient exiger

pour les délégués du Secours Ouvrier International l'autorisation de venir au Japon. Cette autorisation sera difficile. Le refus du gouvernement japonais de laisser aborder le vapeur russe *Lenine* montre assez la crainte qu'on a à Tokio de la pénétration ouvrière étrangère et le désir du gouvernement de monopoliser toute l'œuvre de secours aux sinistrés en faveur de la bourgeoisie japonaise ; c'est de haute lutte que la solidarité ouvrière internationale devra s'imposer à lui.

— Sakai a été assassiné par la police deux jours après le tremblement de terre.

Je le connaissais depuis 1903. C'était le chef reconnu du mouvement socialiste et communiste japonais. Il y a vingt ans nous militions déjà ensemble, nous étions antimilitaristes ; nous fîmes une opposition incessante au pouvoir pendant la guerre russo-japonaise. Sakai est l'auteur d'un grand nombre d'œuvres marxistes, dont la principale est *l'Histoire du Japon*. Il était rédacteur et collaborateur de divers périodiques révolutionnaires.

Son activité lui avait attiré bien des haines dans la bourgeoisie et la bureaucratie. Il avait souvent été arrêté. En 1900 il avait été condamné à une peine de travaux forcés ; il resta trois ans au bagne. Deux fois on avait tenté de le tuer, la dernière fois au printemps dernier : un sous-officier de l'armée japonaise lui porta cinq blessures. Depuis quelques années Sakai, d'une santé très éprouvée, avait souvent dû s'aliter. Sa disparition est pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire japonais une perte irréparable.

Notre camarade Osugi, lui, a été assassiné avec toute sa famille et dans des circonstances

atroces. Il jouissait dans le mouvement ouvrier japonais d'une vaste renommée ; il y représentait la tendance anarchiste-syndicaliste. Il s'était surtout distingué pendant la période de répression antisocialiste qui dura de 1911 à 1918. Il était un brillant orateur. Les dernières années de sa vie ont été tragiques. Il était tombé sous l'influence des anarchistes antisoviétistes Emma Goldmann et Alexandre Berkman. Sous leur inspiration, il avait commencé au Japon une campagne contre la dictature du prolétariat et la III^e Internationale. Révolutionnaire sincère, il se rapprochait ainsi des militaristes japonais qui voyaient en lui un instrument utile contre l'influence communiste. Le gouvernement l'autorisa même en 1923 à se rendre en Europe. Osugi, pourtant, était resté fidèle à ses anciens idéals révolutionnaires. En Allemagne et en France, il parla plus d'une fois contre l'impérialisme et le militarisme japonais. Sur la demande des autorités japonaises, il fut expulsé et renvoyé au Japon. La déception du gouvernement japonais a sans doute été la cause de son assassinat et de celui de toute sa famille...

SEN KATAYAMA.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.

VIENT DE PARAÎTRE :

A. B. C. du Communisme

par BOUKHARINE et PREOBRAJENSKY

Un fort volume de 360 pages, prix 6 francs

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE AU TRAVAIL

par G. ZINOVIEV

Un volume, prix 5 francs

ANNUAIRE DU TRAVAIL, politique, économique et social

Un énorme volume, in-octavo, de 750 pages 25 francs

L'IMPÉRIALISME, DERNIÈRE ÉTAPE DU CAPITALISME

par N. LENINE

Un volume, prix 3 fr. 50

Editions de la BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE
Librairie de l'HUMANITÉ, 120, rue Lafayette, PARIS (10^e).

Entrée libre.